

mêrhabâ hêvâlî



nouvelles du kurdistan

MENSUEL N°11
16 JANVIER 2017
PRIX LIBRE



Lettre du Rojava

Nombreux sont les textes produits sur la révolution en cours au nord de la Syrie, seule région qui a pu prendre son autonomie par rapport au régime de Bachar al-Assad – poursuivant ainsi la révolution sociale qui avait éclaté partout en Syrie en 2011 – et qui a su se défendre contre les forces militaires assaillantes telles que l'État Islamique d'abord, puis les groupes soutenus par la Turquie, et enfin l'armée turque elle-même. Cet article rédigé par Peter Loo, bénévole britannique travaillant au Rojava auprès du Tev-Dem, ne révèle rien de très nouveau, mais il a l'intérêt d'être concis – et donc d'introduire le contexte si nécessaire – et d'aborder brièvement la question des soutiens populaires à la révolution. Pour ce qui est de la « révolution des femmes », nous vous

conseillons de lire d'autres textes bien plus détaillés et rédigés par des femmes, notamment Dilar Dirik, que nous avons traduits dans de précédents numéros.

En 2012, le PYD, un parti politique kurde lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) basé en Turquie, a profité du tourbillon chaotique de la guerre civile syrienne pour éjecter les forces du régime de vastes zones au nord de la Syrie (Rojava, Kurdistan de l'Ouest) et pour mener une révolution sociale. Le PYD est en conflit ouvert avec l'État Islamique et les rebelles syriens soutenus par la Turquie, et subit l'embargo de la Turquie et du Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak. Cela ne l'empêche pas de continuer à lutter pour une ambitieuse série de changements sociaux grâce

♦♦♦ suite p.8

au sommaire :

- ♦ Edito p. 2
- ♦ L'état d'urgence en Turquie et les LGBT+ kurdes p. 3
- ♦ Lettre du Rojava p. 8
- ♦ Les Kolbers, ces travailleurs oubliés du Rojhilat p. 10
- ♦ Les kurdes dans le processus de réconciliation arméno-turc p. 12
- ♦ Lorsque les kurdes entendent le mot « TAK », il et elles savent ce que cela signifie : vengeance p.15
- ♦ Je ne suis pas coupable, j'accuse ! p. 18
- ♦ Les femmes contre les féminicides p. 19
- ♦ Glossaire & agenda p. 20



L'état d'urgence en Turquie et les LGBT+ kurdes

p. 3



Les Kurdes dans le processus de réconciliation arméno-turc

p. 12



A propos du TAK et de vengeance

p. 15

ÉDITO

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : actukurdistan@riseup.net

Plus rien ne devrait nous étonner en terme de collaboration criminelle entre les gouvernements européens et leur allié turc. Et pourtant, nous ne pouvons nous empêcher de sursauter à chaque nouvelle trahison des populations kurdes par l'Europe.

L'année 2016 s'est terminée sur le classement de l'affaire accusant un membre des renseignements turcs de l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris en 2013. C'était sans doute la femme la plus influente du PKK, Sakine Cansız, qui était visée par cette exécution ; celle-ci avait été acceptée en France en tant que réfugiée politique. Or, les autorités françaises (services de renseignements, juges et gouvernement) ont tout fait pour que rien ne soit dévoilé sur cette affaire. La date du 9 janvier qui devait être un moment d'hommage à la lutte de ces trois femmes, a été marqué en 2016 par une nouvelle exécution en Turquie de trois femmes militantes kurdes, puis en 2017 par la clôture du dossier en France.

Parallèlement, en Belgique, Maxime Azadi, responsable de l'agence de presse kurde Firat News Agency (ANF) était arrêté et placé sous procédure anti-terroriste, à la demande de la Turquie via l'organe de coordination internationale des polices, Interpol. Vous pouvez lire son témoignage dans ce numéro.

Alors que les spots sont plutôt tournés vers Alep (deuxième ville de Syrie, dont les derniers quartiers d'opposant.e.s sont tombés, sous les bombes russes, entre les mains du régime) et vers Mossoul (principale ville sous contrôle de l'État Islamique, en Irak, que tente de reprendre une alliance -opportuniste- à force de lourds combats), la région du Rojava tient encore et poursuit son travail de fourmi pour construire son modèle confédéral, tout en se défendant de l'armée turque et de l'EI. C'est sur les efforts de la société civile, et le soutien -ou pas- des différentes populations au modèle révolutionnaire mis en place, que se penche un bénévole européen dans la «Lettre du Rojava».

Les Kurdes tentent de mettre en place au Rojava un système politique inclusif des différentes communautés ethniques et religieuses présentes dans la région, car ils et elles ont bien pris conscience des effets dévastateurs des nationalismes écrasant toute diversité. Les populations kurdes ont partout été victimes de ces nationalismes assassins, et y ont également participé à des occasions, notamment contre les populations arméniennes lors du génocide de 1915, qui prépara le terrain pour la future République Turque. Comme le souligne la sociologue kurde Bilgin Ayata, « Quoique la chronologie, l'étendue et les pratiques de violence d'État contre les Arméniens, les Kurdes, les Alévis et d'autres groupes persécutés puissent varier, ces groupes partagent un assujettissement aux politiques négationnistes

de la République turque. » Dans son article, l'auteure trace différents liens entre le génocide arménien et les violences dirigées notamment sur les Kurdes et les Alévi.e.s, puis elle propose de revaloriser les approches proposées par les intellectuel.le.s ou les militant.e.s kurdes quant au processus de «réparation» du génocide arménien.

Par ailleurs, un autre intellectuel kurde souligne la nécessité de tenir compte des discriminations selon les différents aspects de l'identité, et l'interconnexion ou « intersectionnalité » entre celles-ci. Il analyse plus spécifiquement la double répression subie par les personnes LGBTI+ kurdes, et comment la répression contre le mouvement kurde en Turquie vise aussi directement ses politiques en faveur des mouvements LGBTI+.

On pourrait appliquer l'analyse intersectionnelle à la situation des travailleurs kurdes transfrontaliers, entre l'Irak et l'Iran, ainsi qu'entre l'Iran et la Turquie, qui subissent la répression raciste de la part des différents États, ces derniers se cachant à peine derrière des considérations économiques qui mettent en lumière une discrimination de classe. Dans tous les cas, le texte que nous relayons à ce propos, tiré de Kedistan.net, nous fait découvrir la réalité peu connue de ces populations qui tentent de survivre grâce à l'échange commercial entre des régions kurdes séparées par des frontières, et donc traitées comme « contrebandiers ».

Enfin, le dernier sujet abordé dans ce onzième numéro du Merhaba Hevalno, concerne le groupe clandestin kurde TAK qui fait parler de lui de plus en plus, de par ses attaques à la bombe menées dans des villes de l'ouest de la Turquie, visant des brigades connues pour leurs opérations militaires menées au Kurdistan. Ce texte explique comment la violence extrême vécue par les Kurdes en Turquie ne laisse pas le choix privilégié de la «non-violence» et va puiser dans les racines des attaques du TAK.

On aurait pu finir cet édito en vous souhaitant une année 2017 pleine de santé, d'amour et de rage, mais nous préférons terminer sur une note plus sarcastique... Cette année les Kurdes de Turquie ne manquaient pas d'un certain humour noir pour se souhaiter la bonne année. « Deux personnes sont passées chez moi aujourd'hui. Ils m'ont demandé ton adresse, ton numéro et tout le reste. Je t'ai pas demandé, et je leur ai donné. J'espère que tu m'en veux pas. Je leur ai demandé pourquoi est-ce qu'ils te cherchaient. Ils m'ont dit que samedi soir ils allaient passer chez toi. Le nom d'un des deux est Bonheur, et l'autre Santé. Et toute l'année ils vont rester chez toi et chez moi. Santé, Bonheur, et que la Paix nous accompagne. Belle année. »

L'ÉTAT D'URGENCE EN TURQUIE ET LES LGBT+ KURDES

En Turquie, il existe un lien étroit entre le mouvement LGBT+ (lesbienne, gay, bi, transgenre, et autres identités de genre ou sexuelles) et le mouvement de libération kurde. La répression contre ce dernier est également une attaque contre sa politique en faveur des LGBT+. Le texte que nous traduisons ci-dessous montre ce lien, et creuse la notion d'intersectionnalité entre les identités de genre et ethniques, qui permet d'aborder les liens entre les différentes discriminations auxquelles sont confronté.e.s les LGBT+ kurdes, ouvrant des possibilités d'action et de solidarités croisées. L'auteur de ce texte, Hakan Sandal, est un docteur kurde à l'Université de Cambridge, qui mène des recherches à ce sujet, au croisement entre les théories féministes, queer, et le post-colonialisme.

* * *

Suite à la rupture des négociations de paix entre la Turquie et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan, PKK) en juillet 2015, les villes kurdes ont été massivement détruites. Sur les murs de nombreuses zones ruinées, les forces du gouvernement turc ont inscrit des messages racistes et sexistes. Puis, suite à

la tentative ratée de coup d'État du 15 juillet 2016, un État d'urgence de trois mois a été déclaré par le gouvernement d'Erdoğan, puis reconduit pour encore trois mois, brouillant ainsi les limites entre l'autorité d'Erdoğan et le pouvoir de l'État. Légitimé de plus par un discours selon lequel il aurait fait échouer le coup d'État du 15 juillet, le gouvernement a étendu sa cible première, le mouvement Gülen [1], conspirateur supposé du coup d'État, pour cibler également le mouvement politique kurde. La victoire du Parti Démocratique des Peuples (HDP), pro-kurde, aux élections de juin 2015 avait renforcé ce mouvement faisant obstacle aux fantaisies présidentielles d'Erdoğan qui voudrait se placer comme seul homme de pouvoir [NdT : le système présidentiel vient d'être adopté début janvier 2017]. Et ceci, jusqu'à ce que le gouvernement d'Erdoğan emprisonne douze député.e.s HDP, y compris ses co-dirigeant.e.s. Le gouvernement a également enfermé des co-maires et co-mairesse élu.e.s démocratiquement, y compris les co-maires.se.s de la plus grande ville kurde, Diyarbakır/Amed, et a nommé à leurs places des tuteurs dans une majorité de mairies kurdes.

Les politiques récentes du gouvernement d'Erdoğan à l'encontre des femmes font partie de l'aspect genré très significatif de la guerre de la Turquie contre les Kurdes et menacent leurs acquis en terme d'égalité des genres. On pourrait sans doute soutenir qu'il est difficile de différencier entre l'oppression des femmes et celle des personnes LGBT dans des temps de conflit extrême, étant donné



que ces oppressions sont intimement liées dans leurs luttes existentielles contre l'assaut permanent du patriarcat. Néanmoins, les expériences distinctes de la communauté LGBT+ et sa résistance restent invisibles dans les discours et analyses politiques plus larges. Au vu des politiques de plus en plus répressives, les LGBT kurdes sont dans une position de «double vulnérabilité» vis-à-vis de la répression de l'État à travers une «vulnérabilité intersectionnelle» : sur la base de leurs identités ethniques et de genres. En déclarant ceci, mon intention est d'attirer l'attention sur les dimensions – non abordées jusqu'ici – de la purge politique contre le HDP à travers des perspectives propres aux LGBT+. La situation des LGBT kurdes et des réfugié.e.s LGBT+ est également importante.

Le programme du parti HDP inclut des politiques détaillées pro-LGBT+. Donc, la tentative d'éliminer cette organisation de la scène politique turque est aussi une attaque contre les acquis LGBT+ au sein de l'État et de la société en Turquie. D'après une étude sur les droits LGBT+ traités au sein de la Grande Assemblée Nationale de Turquie, le HDP et les partis qui l'ont précédé ont soulevé quatorze sur les vingt-cinq questions parlementaires concernant les droits LGBT+ entre 2008 et 2014. De plus, le HDP et les activistes LGBT+ ont été confronté.e.s à de nombreuses réactions homophobes de la part de différentes factions de Turquie et du Kurdistan. Ces réactions vont de menaces de la part de groupes islamistes d'extrême droite comme Huda-Par, ou de critiques envers le HDP pour ses politiques LGBT+ lors de rassemblements pro-AKP, jusqu'à des journaux pro-gouvernementaux visant les activistes LGBT+ comme cibles. Se pencher sur le discours de l'AKP à propos des LGBT de 2001 à 2015 donne une bonne vision de l'homophobie au sein de la sphère politique formelle [2]. Toutefois, malgré ces attaques sévères, le HDP n'a pas changé de politique. Ce parti a continué à amener les enjeux des LGBT+ au parlement turc jusqu'à la dernière purge politique en date.

La récente purge politique d'Erdoğan contre les Kurdes a touché des figures éminentes du mouvement de femmes kurdes et des luttes LGBT+. Le gouvernement a arrêté violemment et ensuite emprisonné Sebahat Tuncel, co-dirigeante du Parti Démocratique des Régions (DBP) pro-kurde, et ancienne députée HDP. Tuncel est une défenseuse active des droits LGBT+. En 2008, elle fut la première députée de l'histoire de la Turquie à demander une enquête parlementaire sur le statut des droits LGBT+. En plus de Tuncel, le gouvernement a détenu Levent Pişkin, activiste LGBT+ reconnu et l'un des avocat.e.s de Selahattin Demirtaş, co-dirigeant emprisonné du HDP, suite à une campagne contre lui menée par les médias pro-gouvernementaux [3]. Ces deux exemples (Tuncel et Pişkin) ont attiré des réactions de la part de différentes factions

politiques, éclairant ainsi comment l'intersection d'identités et/ou de positions politiques peuvent dépasser leurs propres domaines de signification et se fondre en formant des solidarités spécifiques. Cela a aussi démontré l'aspect LGBT+ visé par la dernière purge en date de la sphère politique formelle.

Une forte alliance existe entre les LGBT de différentes ethnicités au sein des milieux de gauche en Turquie et au Kurdistan. Certains des exemples les plus récents de cette alliance sont la déclaration unitaire sur les violations des droits humains après la tentative de coup d'État en Turquie, et la déclaration unitaire avec les organisations féministes contre l'arrestation de Gülşan Kışanak (co-maire de Diyarbakır/Amed). L'État d'urgence, en tant que mécanisme, fonctionne contre tous types de solidarités et d'alliances anti-répression. Ce mécanisme comprend des aspects organisationnels, comme la suspension des activités des organisations de la société civile telles que Gündem Çocuk (importante organisation pour les droits des enfants), ce qui a empêché d'autres collaborations en faveur des droits des enfants LGBT+. Le mécanisme inclut aussi d'autres aspects, tels que la dissémination de la peur et la criminalisation d'actes de solidarité. Malgré ces obstacles, les efforts de solidarité sous des conditions répressives deviennent une source d'inspiration en soi.

Les LGBT kurdes sont en position de «double vulnérabilité». D'un côté, ils et elles sont kurdes sous un régime turc qui nie les droits nationaux kurdes. De l'autre côté, ils et elles sont des personnes LGBT+ sous un ordre social hétéronormatif et homophobe. En même temps, cette double vulnérabilité a ouvert encore plus un espace pour la mobilisation et la visibilisation. La prolifération d'organisations LGBT+ au Kurdistan est remarquable et prometteuse. Par exemple, la ville de Dersim – célèbre pour le massacre de 1938 et comme un des centres de la mobilisation de gauche au Kurdistan – a connu sa première pride en 2014. L'association Roştîya Asmê (“Clair de lune” en Kurde/Dimilkî) organisa cet événement. Keskesor LGBTI (“Arc-en-ciel” en Kurde/Kurmançî), basée à Diyarbakır/Amed, est une autre initiative importante qui a organisé activement des événements au Kurdistan. En 2013, l'association Hêvî LGBT (“Espoir” en Kurde/Kurmançî) a annoncé sa fondation en déclarant : « C'était nécessaire de créer une entité à Istanbul capable de lancer un appel au Kurdistan, et donc nous voici ». Pendant la destruction des villes kurdes et tout au long de l'État d'urgence, la défense des droits kurdes est devenue pratiquement impossible, étant donné le régime autoritaire d'Erdoğan. Il en est de même pour les organisations LGBT+ mentionnées ci-dessus. Par ailleurs, c'est devenu presque impossible de dénombrer tous les discours haineux et les autres violences contre les personnes



LGBT+. Ces organisations sont, de fait, empêchées de travailler. Dans une interview, Yıldız Tar, encore un important activiste LGBT+ et éditeur de Kaos GL [4], interprète la situation de la défense des droits LGBT+ au Kurdistan ainsi :

« Le terrain sur lequel les organisations LGBT peuvent respirer ou travailler leur est retiré. Je veux dire qu'une grande partie du Kurdistan est condamnée à un régime, dans lequel c'est toute une victoire ne fût-ce que de survivre, de vivre... En plus de la guerre contre les Kurdes, il y a aussi une guerre contre la kurdicité sur un plan symbolique. Tu vis sous cette pression, tu continues à essayer de construire ta réalité, et en même t'es un.e individu.e LGBTI, ce qui veut dire que tout l'espace autour de toi est réduit... Par exemple, juste la phrase « les individu.e.s LGBTI ont des droits » devient un luxe, peut être plus que jamais au Kurdistan. En effet, ce que tu essayes de dire c'est que les individu.e.s LGBTI vivent sous l'oppression doublement, mais la phrase frappe contre le mur et sonne creux, parce que de l'autre côté du mur, il y a la guerre. »

Essayer de comprendre les politiques LGBT+ sans évaluer leur intersection avec d'autres types de politiques est une approche réductionniste. On ne peut pas penser une identité LGBT+ dans le contexte kurde sans penser également la guerre qui le compose. Les identités, à la fois kurde et LGBT+, sont construites elles-mêmes au sein et au travers de la guerre. En outre, comme conséquence de ces constructions, leur simple existence devient une forme de résistance : « Sous certaines conditions, continuer d'exister, de bouger, de respirer sont des formes de résistance. C'est pourquoi on voit parfois des pancartes en Palestine avec le slogan «Nous existons encore !» » [5].

Les réfugié.e.s LGBT+ constituent un autre groupe vulnérable. Le 11 août 2016, le HDP a soulevé au parlement la question des crimes de haine contre les LGBT, l'assassinat et la décapitation du réfugié gay syrien Muhammed Wisam Sankari dans un contexte d'impunité pour de tels crimes de haine contre les LGBT+. Il y a, en effet, plusieurs signes de l'émergence de réseaux de solidarité entre les initiatives LGBT+ locales et les réfugié.e.s LGBT+. Par exemple, Kaos GL a accompagné 452 réfugié.e.s LGBT+ en 2015. Hêvî LGBT a mené un projet global de recherche sur la communauté et continue à organiser des discussions sur et avec des réfugié.e.s LGBT+ afin de documenter et de rapporter leurs expériences. Ces actes de solidarité ne renforcent pas uniquement les communautés LGBT+, mais créent aussi des alliances et subvertissent la narrative de la victimisation.

Il est important, aussi, d'attirer l'attention sur les expériences, protestations et objections individuelles, dans lesquelles nous retrouvons le type de résistance que cet article souligne. Dans une vidéo récente, une policière turque apparaît en train d'intimider une activiste trans kurde, Demhat Aksoy, parce que le marqueur de sexe sur sa carte d'identité ne correspond pas avec son identité de genre. Dans la vidéo, qui a beaucoup tourné, Demhat est dans une manifestation, et au cours d'une fouille par la police, on appelle une femme policière pour mener la fouille. Or, la policière proteste : « Si la République Turque t'appelle «homme», je vais te traiter comme un homme », en montrant la couleur bleue de sa pièce d'identité, qui correspond au genre masculin. Dans une interview que j'ai menée avec Demhat, ielle interprète cette situation ainsi :

« La police me parle de ma carte d'identité bleue, tu vois, me dis que je suis un homme, mais cette carte bleue ne me dérange pas,

plutôt cette carte d'identité bleue devient une évidence de comment je me définis moi-même. Son plaisir [à la policière] quand elle retourne la carte d'identité devant moi, devient mon plaisir. J'ai ensuite dit : «vous avez appris qu'il y a une femme, ou un homme, leur couleur est soit bleue soit rose, mais voyez, ma couleur est complètement différente.» »

Les décideurs du genre varient entre les docteurs – qui ont le pouvoir de décider à la place d'un.e bébé nouveau-né – et d'autres fonctionnaires, comme les agents de police – qui ont le pouvoir de limiter le mouvement des corps en se basant sur une compréhension normative/binaire du sexe/genre. Ces décisions n'entourent pas seulement nos corps, mais elles aident aussi à les produire d'une certaine façon. Or, en même temps, de telles décisions se voient confrontées à des objections, qui produisent un certain type de tension. Cette tension elle-même devient un espace de possibles pour la politique et la résistance. [...] La lutte des personnes LGBT+ va au-delà de leurs manifestations – et sans doute, au-delà de l'État d'urgence. En d'autres termes, tout espace de leurs vies peut devenir un espace de résistance. Les agents de l'État et d'autres utilisent la binarité de genre contre les propres corps qui se rassemblent pour résister les politiques répressives. Ils mobilisent aussi l'homophobie et/ou la transphobie de différentes façons afin d'empêcher des jonctions entre les résistances et de nouveaux potentiels politiques.

[...] Alors, [...] quels potentiels politiques peuvent émerger depuis nos propres formations de sujets en tant que LGBT kurdes ? Comment ces potentiels peuvent-ils nous renforcer au Kurdistan contre les pratiques répressives, si pas coloniales, de la Turquie ? D'autres questions significatives découlent de ce contexte : Quelles nouvelles formes de solidarités et d'alliances pouvons-nous attendre ou établir, d'abord au Moyen-Orient ? À travers une transposition culturelle appropriée, que peut offrir la lutte des LGBT kurdes à d'autres contextes ? Que peuvent apprendre les LGBT+ kurdes des queers palestinien.ne.s, étant donné que tou.te.s les deux sont des LGBT de nations sans État ? Comment d'autres mouvements ou expériences LGBT+ au Moyen-Orient nous influencent-elles ? Qu'est-ce que le système politique du Rojava [6], qui est en train d'être construit en mettant l'accent en partie sur l'égalité des genres tout en luttant contre l'État Islamique, qui assassine des LGBT, peut offrir aux politiques LGBT+ ? Nous devrions constamment nous poser des questions sur des solidarités et des alliances possibles, puis chercher de nouvelles questions de l'intérieur. [...] si «l'état d'urgence» n'est pas l'exception mais la règle, il serait correct de conclure avec un slogan politique kurde très connu, qui s'applique également aux luttes LGBT+ : « Berxwedan Jiyane ! » (Résister c'est Vivre!).

Notes

[1] NdT : cf. Merhaba Hevalno mensuel n° 7

[2] NdT : cf. « L'histoire LGBTI de l'AKP de 2001 à 2015 » sur nouvelleturquie.com

[3] NdT : cf. article du 16.11.16 sur kedistan.net

[4] NdT : Kaos GL est la publication de la plus ancienne organisation LGBT (principalement de gays et lesbiennes) en Turquie

[5] Judith Butler, "Rethinking Vulnerability and Resistance" dans Judith Butler, Zeynep Gambetti et Leticia Sabsay (ed.), *Vulnerability in Resistance* (Duke University Press, 2016), p.26

[6] Michael Knapp, Anja Flach et Ercan Ayboğa, *Revolution in Rojava - Democratic Autonomy and Women's Liberation in Syrian Kurdistan*, traduit en anglais par Janet Biehl (Pluto Press, 2016)

Source

au Bakûr :

◆◆◆◆ GÉNOCIDÉ POLITIQUE ◆◆◆◆

◆ **HDP/DBP** : Selon un bilan publié par le HDP, 2.360 personnes ont été mises en détention et 8.432 gardées-à-vue depuis le 22 juillet 2015 dans le cadre du génocide politique contre ce parti politique. La nouvelle co-présidente HDP Aysel Tuğluk (qui a elle-même été arrêtée le 26 décembre) affirme que, entre mi-octobre et mi-décembre, environ 1.830 membres du parti ont été arrêté.e.s. Rien que dans la semaine du 8 au 15 décembre, 904 membres du DBP ont été arrêtées, dont 662 sont toujours enfermée.e.s. Depuis mi-décembre, la répression s'est abattue sur Agri, Baykan, Veysel Karani, Mutki, Hizan, Yolalan, Ankara, Akdeniz, Balıkesir, Edremit, Ayvalık, Bandırma, Burhaniye, Silopi, Hakkari, Hatay, Mersin, Batman, Dersim, Antep, Iğdır, Istanbul, Erçis, Van, Kulp, Viranşehir, Bozova, Urfa et Cizre. Le 12 décembre à Urfa, 210 personnes, pour le plupart membres du HDP ou DBP, ont été arrêtées puis enfermées dans une salle de sport ; 10 jours plus tard, ils et elles y étaient encore ; nous n'avons pas pu trouver d'autres nouvelles depuis cette date. [ANF, Sujin]

◆ **DTK** : La répression s'est abattue sur le Congrès pour une Société Démocratique, basé à Amed, qui est l'organe qui chapeaute le système confédéral mis en place au Bakur. Aysel Tuğluk, co-présidente du DTK et membre active du Mouvement des Femmes Libres, a été arrêtée.

◆ **Purges** : Le 7 janvier, l'AKP a décrété la fermeture de 83 associations (de sports, d'art, de langues, de soutien aux familles de victimes, associations aléviées, etc.), le licenciement de 650 universitaires (dont Nuriye Gülmen, qui revenait dans la rue devant son université chaque jour pendant les 59 jours de suspension et était arrêtée à chaque fois), et la purge de plus de 4.520 fonctionnaires de l'État (la plupart, des départements de justice et de sécurité). Bizarrement 11 journaux qui avaient été fermés ont le droit de reprendre leurs activités. Le 9 et 10 janvier, 27 professeur.e.s ont été arrêtées à Kızıltepe (Mardin). [Sujin, ANF]



◆ **TUTEURS** : Des nouveaux tuteurs AKP ont été nommés dans les districts de Halfeti, Yüksekova, Baykan, Bitlis, Viranşehir, Bozova, Urfa, Catak, et Tekman. Il s'agit de tuteurs imposés par le gouvernement AKP pour remplacer les représentant.e.s DBP destitué.e.s. À Siirt, le tuteur a fermé



le centre pour femmes qui tenait, entre autres, un atelier d'artisanat initié comme source de revenus. À Van, c'est un homme qui a été nommé aux politiques pour les femmes ; il a fermé le centre d'accueil de femmes victimes de violence. [Sujin, ANF]

◆ **MOUVEMENT DES FEMMES LIBRES** : Le **KJA** (Congrès des Femmes Libres) étant parmi les organisations fermées par décret, a annoncé qu'elles continueraient à lutter, dorénavant sous le nom de **TJA** (Mouvement des Femmes Libres).

◆ **SUJIN** : Suite à la fermeture de l'agence de presse féminine JINHA (composée exclusivement de femmes), cette agence est à nouveau présente sur internet sous le nom de Şûjin (gazetesujin.com). En kurde, şûjin signifie "la grosse aiguille de couture", celle qu'on utilise pour le gros œuvre, par exemple pour les sacs d'emballage... Pourquoi alors, ce nom, şûjin ? « Pour la planter dans la langue des médias mainstream ! » disent-elles. [Kedistan]

◆ **TORTURES EN PRISON** : Selon les proches des prisonnières enfermées dans la prison pour femmes de Antalya, certaines des détenues ont subi des actes de tortures physiques et psychologiques. Dans la prison de Tarsus (Mersin), 84 prisonnières partagent la même cellule et ne reçoivent de l'eau que deux fois par jours. À Van, un civil kurde a souffert une forte hémorragie cérébrale après avoir subi des violences pendant sa garde-à-vue. Les prisonnières de Sur ont été menacées de viol et torturées dans la prison avant d'être amenées au tribunal, puis battues encore une fois pendant leur procès ; en effet, 40 personnes sont poursuivies pour être restées à Sur pendant le couvre-feu (dont 32 sont en détention) ; les familles qui leur ont rendu visite en prison après leur procès ont témoigné des fractures et autres signes de violences. L'avocat Dede

a rendu visite à un client dans la prison de type T de Tuşba (Van) et a déclaré que les violences vécues dans cette prison depuis l'état d'urgence dépassent de loin les violences dont il a été témoin pendant toute sa carrière ; son client et 30 autres détenus ont été torturés après avoir refusé la fouille à nu (entièrement dénudés, leur mains et leurs pieds menottés ensemble, ils ont été battus jusqu'à perdre conscience). [Sujin, ANF]

◆ **VIOLENCES FAITES AUX FEMMES** : Selon Cemre Topal, avocate et membre de la Plateforme des Femmes de Adana, les actes de violences faites aux femmes ont augmenté de 50 % depuis le début de la mise en vigueur de l'état d'urgence en Turquie. [Sujin]

◆ **NOUVELLES PRISONS** : À Van, 3 nouvelles prisons ont été construites. Des prisonnier.e.s des autres prisons de la ville y ont été transféré.e.s alors que ces nouvelles prisons étaient encore en chantier. [ANF]

◆ **RÉPRESSION MÉDIAS** : La répression contre les agences de presse et les journalistes n'a cessé de croître en Turquie. Le vice-président du HDP, Hişyar Özsoy, a lancé un appel à l'action pour mettre en lumière la disparition de Müjgan Ekin, informaticienne chez Özgür Gün TV et conseillère de la Municipalité de Sur, portée disparue depuis le 24 octobre 2016. La diffusion de Yol TV a été supprimée pour avoir « incité la discrimination dans la société en insultant le président Recep Tayyip Erdogan ». À Istanbul et à Amed, des perquisitions ont eu lieu dans les domiciles des journalistes de l'agence de presse Dicle (DIHA). Des journalistes des agences de presse de DIHA, Diken, Birgün et Yolculuk ont été arrêté.e.s et enfermée.e.s pour avoir reporté sur les e-mails écrits par Berat Albayrak, gendre du président et Ministre

de l'Énergie. À Kars, une femme a été emprisonnée pour avoir insulté Erdogan sur les réseaux sociaux. Le 25 décembre, 6 journalistes et éditeurs en chef de journaux kurdes ont été mis en garde-à-vue dans les locaux du Contrôle du Crime Organisé, sans pouvoir rencontrer leur avocat pendant les 5 premiers jours ; Derya Okatan est en grève de la faim depuis le début. En revanche, Asli Erdoğan, Necmiye Alpay et Zana Kaya, journalistes pour le quotidien Özgür Gündem ont été libérées ; leur collègue Inan Kizilkaya est toujours en prison. [ANF, Sujin]

◆ **DÉPUTÉE LIBÉRÉE** : Leyla Birlik, députée HDP pour Şırnak, a été libérée après avoir passé deux mois en prison. [ANF]

◆ **NUSAYBIN** : Cela fait maintenant plus de 150 jours qu'ont commencé les destructions de quartiers entiers de la ville. 45.000 habitant.e.s ont été déplacé.e.s de force pendant le couvre-feu qui avait été imposé l'année dernière. Le 23 décembre, des cadavres de combattant.e.s YPS/YPS-Jin ont été découverts dans les décombres. [ANF, Sujin]

◆ **GEVER** : Le HDP a publié un nouveau bilan de la situation à Gever (Yüksekova en turc), ville d'une population de 68 000 personnes située dans le district de Hakkari, près de la frontière iranienne. Depuis le premier couvre-feu qui y avait été imposé en août 2015, 90 personnes ont été tuées (dont seulement 39 ont pu être identifiées), et 6 770 maisons ont été détruites. [ANF]

◆ **SUR** : Le couvre-feu sur la moitié de Sur perdure depuis plus de un an. Après que 4 quartiers du centre-ville historique de Amed aient été entièrement rasés, les habitant.e.s de Sur ont reçu un courrier de TÖKI (l'agence qui gère l'immobilier de l'État) en leur ordonnant de quitter leurs

maisons, et en rappelant que tous les bâtiments sont devenues propriété de l'État. Les marchandes qui ont perdu leurs boutiques, ont installé des stands devant une des portes de la muraille, et maintenant le tuteur nommé à la ville veut les déloger.

◆ **COUVRE-FEUX** : Les opérations militaires s'enchaînent toujours au Bakur. Fin décembre, de nouveaux «couvre-feu» ont été déclarés dans 2 villages de Nusaybin, puis dans 3 districts de Diyarbakır : Lice, Kocaköy et Hazro. [ANF, Sujin]

◆ **AMED** : Dans la campagne autour de Amed, les affrontements armés continuent entre des policiers et soldats et des combattant.e.s de la guérilla. Des attaques contre les convois militaires y ont eu lieu le 15, 16 et 18 décembre. Le matin du 24 décembre, 10 soldats ainsi que 4 combattant.e.s ont perdu la vie. [ANF]

◆ **MASSACRE DE ROBOSKI** : Le 28 décembre marquait le 5^{ème} anniversaire du massacre de Roboski, dans lequel 34 jeunes kurdes sont mort.e.s après avoir été bombardé.e.s par l'aviation turque lorsqu'ils transportaient des marchandises à travers la frontière entre l'Irak et la Turquie. Lors des préparations d'un rassemblement en hommage aux victimes, la police turque a mené des perquisitions dans plusieurs maisons de la ville, arrêtant au moins une dizaine de personnes. Le jour même, des soldats ont empêché les habitant.e.s de manifester ainsi que de s'approcher du cimetière où sont enterré.e.s les victimes. En revanche, des équipes de Mesopotamia Hackers, Arî Hack Team and CmgTeam ont écrit un communiqué commun disant qu'elles avaient réussi à hacker « 122 sites internet fascistes et pro-AKP afin de soutenir la résistance de notre peuple et d'empêcher

qui que ce soit d'oublier le massacre de Roboski ». L'association « Justice pour Roboski » figure parmi les 83 associations interdites depuis début janvier. Le nouveau tuteur AKP pour Roboski a ordonné le démantèlement d'un monument monté en hommage aux martyr.e.s. [ANF, Sujin]

◆ **RÉFUGIÉ.E.S EXPULSÉ.E.S** : Suite aux massacres de Daech en 2014, des dizaines de milliers de Yézidi.e.s s'étaient enfuis, beaucoup se sont installé.e.s dans le camp de réfugié.e.s de Fidanlik, situé dans la municipalité de Yenişehir, tenu alors par le DBP [pour plus d'infos sur la gestion des camps de réfugié.e.s par les municipalités DBP, voir «Messages de Femmes à la Frontière du Rojava» publié par le collectif Solidarité Femmes Kobané]. Début janvier, le camp Fidanlik a été entièrement vidé de ses habitant.e.s, et celles-ci ont été forcée.e.s à rejoindre des campements tenus par l'État sous contrôle militaire et où personne de l'extérieur n'y a accès. [Sujin]

◆ **SÈVE, FATMA ET PAKIZE** : Ces trois militantes kurdes, avaient été exécutées le 4 janvier 2016, faisant étrangement écho au triple assassinat à Paris en janvier 2013. Leurs mères et des militantes du Mouvement des Femmes Libres (TJA, anciennement KJA interdit récemment) se sont rassemblées autour de leurs tombes pour leur rendre hommage.

◆ **EXÉCUTIONS** : Dans la nuit du 10 janvier, deux femmes ont été exécutées à Siirt par la police lors de perquisitions de leurs domiciles.

◆ **MILICES PRO-AKP** : L'AKP est en train de créer 30 000 nouvelles places pour des « gardiens de villages » dans les régions kurdes. Il s'agit de la mise sur pied d'un projet de contre-guérilla appuyé sur la présence de ces « gardiens de villages » qui auront le droit, l'entraînement et des armes pour agir en tant que force paramilitaire. [ANF]

◆ **ENFANTS COMBATTANTS ?** Selon un rapport publié fin décembre, l'Observatoire des Droits Humains accuse le PKK d'avoir recruté des enfants soldats qui auraient été ensuite envoyés sur les lignes de front et dans les zones bombardées par l'aviation turque dans les monts Qandils (Irak). Dans les communiqués publiés par la suite, les YBŞ ont affirmé que ces accusations étaient fausses, exprimant leur responsabilité en tant que mouvement armé et politique de défendre le peuple. [ANF]





LETTRE DU ROJAVA

Peter Loo est membre de Plan C [NdT : une organisation britannique qui entend survivre et résister aux impacts du capitalisme et mettre en place l'auto-organisation] ; il travaille actuellement à Qamishlo avec le TEV-DEM. Ce texte est son dernier rapport pour Plan C.

♦♦♦ suite de la p. 1

au TEV-DEM, une alliance entre des organisations politiques et des organisations émanant de la société civile. Les objectifs poursuivis reposent sur le «nouveau paradigme» du PKK et de son dirigeant, Abdullah Öcalan. Emprisonné à vie en Turquie, Öcalan a éloigné son parti du marxisme-léninisme classique en proposant une politique centrée sur le fédéralisme démocratique (une décentralisation du pouvoir politique qui accorde de l'importance à des assemblées à petite échelle), la révolution des femmes et l'écologie. Ces trois éléments sont les éléments centraux officiels de la révolution sociale au Rojava.

Organisée dans trois cantons discontinus (dont deux sont séparés par l'EI et les forces soutenues par la Turquie), la révolution a énormément progressé en termes de libération des femmes et de diffusion du modèle fédéral dans les zones à majorité non kurde et dans les communautés. En dépit de décennies de sous-développement et de l'embargo actuel, des tentatives ont été engagées pour développer davantage l'économie sociale, en soutenant les travailleurs de coopératives, le développement des syndicats et la socialisation du peu d'industrie (surtout de l'huile) existante. Il faut cependant noter qu'à ce stade de la révolution, un changement du système économique n'est

pas l'ambition principale. Contrairement à ce que certains pourraient croire, l'argent est toujours en usage et la propriété privée existe encore !

Une révolution n'est pas une destination finale, mais seulement une étape supplémentaire de la construction d'une société visant à dépasser le capitalisme ; une étape qui, une fois engagée, modifie les responsabilités et les défis auxquels sont confronté.e.s les révolutionnaires. Ayant supplanté le régime syrien et pris définitivement le contrôle d'une grande partie du nord de la Syrie, les cantons sont maintenant confrontés à deux types de problèmes. Les premiers relèvent de la sécurité ; les cantons doivent être physiquement réunis et il faut trouver des solutions pour combattre les forces hostiles en Syrie, Irak et Turquie. La révolution a également besoin d'évoluer et d'être approfondie. Comme toutes les révolutions, elle ne bénéficie pas d'un soutien unanime. Alors que les grands propriétaires terriens et les propriétaires d'entreprises ne sont pas susceptibles de soutenir un jour la révolution, les membres de communautés non kurdes de la région s'avèrent de plus en plus favorables à la révolution en cours.

Même si la révolution plonge ses racines dans le mouvement de libération kurde,

elle a pour ambition de proposer un schéma politique à toutes les communautés du nord de la Syrie. Depuis la révolution, des structures politiques plus étendues et plus inclusives ont été construites et des plans sont réalisés sur le long terme. Alors que le modèle fédéral, avec ses différents niveaux d'assemblées du peuple et de structures démocratiques, n'est pas aussi répandu que pourraient le penser certains observateurs et observatrices occidentales, les assemblées de quartier, qui constituent le niveau de base, se développent. N'ayant que quelques années d'existence, le système fédéré prend exemple sur les progrès vieux de 11 ans qui ont eu lieu au nord de la frontière, au Bakur (le Kurdistan du Nord, occupé par la Turquie). L'emphase est mise sur l'éducation en tant qu'outil à même de développer la compréhension de la révolution et son soutien. La révolution a d'abord commencé au sein de la communauté kurde, mais son soutien par d'autres communautés existantes dans la région – Arabes, Syriaques, Tchétchènes, Arméniennes, etc. – est une priorité politique. Travailler avec ces différentes communautés pour qu'elles soutiennent la révolution, alors qu'elles peuvent être indécises, voire critiques, à son égard, est un travail difficile et de longue haleine.

Une partie de mon travail ici, à Qamishlo, consiste à aider le TEV-DEM à s'organiser sur ce sujet. Une campagne a été lancée avec pour slogan : « *Rejoignez votre communauté locale. Soutenez le système confédéral* », qui se concentre sur les niveaux les plus bas du système confédéral, les communautés de quartier et les Mala Gel (Maison du Peuple), les assemblées et les commissions qui agissent ici et fournissent des idées et les transmettent au système politique et servent de centres communautaires, offrant des services d'éducation et civiques. Ces structures ne sont pas aussi répandues qu'elles le pourraient et de nombreuses personnes n'y ont recours que si elles rencontrent des problèmes personnels qu'elles ont besoin de régler. Nous organisons des rencontres et des événements publics sur l'importance du modèle confédéral, et nous visitons des centres communautaires différents, nous parlons avec les personnes dans la rue et chez elles.

Pour changer fondamentalement cette société, l'emphase est mise sur l'éducation afin de valoriser et de responsabiliser les femmes

Tandis que nous quadrillons la ville pour distribuer des prospectus ou aller à des réunions et que nous slalomons entre les *check-points* qui se dressent sur notre chemin, nous sommes confronté.e.s à différents niveaux de soutien des communautés et de la révolution en général, qui varient souvent en fonction des appartenances ethniques. La communauté chrétienne syriaque, par exemple, est divisée en deux : une moitié qui soutient la révolution, et l'autre moitié, le régime. La division du quartier syriaque est claire, avec deux forces de sécurité et deux types d'affichages et de drapeaux qui s'opposent. Les quartiers qui soutiennent le régime deviennent plus faciles à repérer au fur et à mesure que je passe du temps ici. Ils sont (ou étaient, avant la révolution) les quartiers les plus chics, avec les habitations et les magasins les plus classes qui, même aujourd'hui, sont encore parfaitement achalandés.

À cause de l'absence de nombreux produits de base dans les zones révolutionnaires du Rojava, de nombreuses personnes ne soutiennent pas forcément la révolution. Tandis que l'huile et le pain sont relativement abondants, grâce aux politiques de «développement» historiquement mises en place par le régime dans la région, d'autres produits de base font défaut à cause de l'embargo. Sans une amélioration matérielle

de leur vie, de nombreuses personnes ne considéreront pas que la révolution puisse réussir. L'une des tâches les plus importantes du mouvement de solidarité internationale doit être de faire pression sur la Turquie et le Gouvernement Régional du Kurdistan pour qu'ils lèvent leur embargo.

Le mouvement des femmes

La révolution des femmes, qui est bien avancée ici, a aussi de profondes racines et n'a pas éclo de nulle part. Le PKK a fait du mouvement de libération des femmes un aspect central de sa politique depuis les années 1990, et le Yekîtiya Star (Union de l'Étoile) au Rojava, le prédécesseur du Kongreya Star, a organisé les femmes face à la répression du régime depuis 2005. Au-delà de la participation massive des femmes aux brigades YPJ et dans les forces de sécurité, le mouvement des femmes parvient à réaliser de grandes choses au sein de la société civile. Ce mouvement réussit à enclencher des changements législatifs, par exemple en faisant passer des lois qui interdisent les mariages forcés et en légalisant l'avortement. Sur le terrain, les centres de femmes, les programmes éducatifs, les groupes organisés et les journaux et radios se multiplient. La révolution s'institutionnalise en exigeant la parité des orateurs et une représentation minimum des femmes de 40 % dans toutes les structures. Kongreya Star a estimé que la participation des femmes dans le système de communautés se situe autour de 50 à 70 %.

Dans le contexte de la société profondément conservatrice au sein de laquelle se construit la révolution, où les rôles sociaux sont strictement répartis en fonction des genres et où les violences à l'encontre des femmes sont monnaie courante, ces développements sont d'autant plus impressionnants. Pour changer fondamentalement cette société, l'éducation est privilégiée afin de responsabiliser les femmes. Kongreya Star organise par exemple des sessions hebdomadaires à destination de leurs membres et des programmes de rééducation existent, destinés aux hommes qui ont des comportements problématiques.

Évidemment, la révolution au Rojava n'a pas directement émergé sous sa forme finale en réponse spontanée aux horreurs du conflit syrien. Elle repose sur les expériences et les pratiques d'autres segments du mouvement de libération kurde. En 40 ans, son organisation phare, le PKK, a résisté à une répression étatique terrible et est

parvenue à faire d'une petite force de guérilla marxiste-léniniste un mouvement immense dont les organisations civiles étendues sont présentes de façon tangible dans la vie quotidienne de centaines de milliers de personnes. Le PYD et ses alliés avaient beaucoup à faire dans les années qui ont précédé la révolution, diffusant leurs idées et mettant en place les assemblées et les forces d'autodéfense qui allaient être nécessaires par la suite. Maintenant que le régime a été expulsé, les organisations présentes au Rojava ont encore une vision à long terme : construire les institutions et les infrastructures nécessaires à un développement toujours plus important de la révolution, et parier sur l'éducation et la diplomatie pour répandre cette vision politique parmi les différentes communautés.

Alors que certain.e.s, en Occident, pourraient être tentés de projeter leur rêve d'une révolution idéale et spontanée sur le Rojava, ce n'est pas le cas. Ici, la révolution s'élabore doucement avec une vision à long terme, qui implique planification, structures et éducation.

Source

Red Pepper – Traduction : Merhaba Hevalno

au Rojava :

♦ **MOUVEMENT DES FEMMES** : Au Rojava, le mouvement des femmes continue à mener son combat à la tête de la révolution en cours. Mi décembre, près de Dirbêsiyê (canton de Cizire) le mouvement célébrait le début de la construction du village « Jinwar », village de femmes libres construit pour et par les femmes et avec la solidarité des femmes d'autres pays. À Girê Spî, l'Union des Jeunes Femmes de Rojava a fini sa première formation idéologique. Depuis la libération de Manbij, le Conseil des Femmes de Manbij ainsi que la Maison des Femmes de Manbij ont vu le jour. À Qamishlo, les femmes s'organisent pour créer des coopératives agricoles ainsi que d'autres initiatives pour la mise en place d'une « économie communale ». [Sujin]

♦ **ARMÉE TURQUE** : Le 25 décembre, 3 frères ont été tués par les soldats turcs dans le village de Hemdone, situé entre les villes et Dirbêsiyê et Amûdê sur la frontière turco-syrienne. Des bombardements depuis des avions non-identifiés ont

au Rojava (suite) :

tué au moins 22 civil.e.s, y compris 10 enfants, dans le village de al-Hajna, à l'Est de Deir Ezzor. Selon certains témoins, il s'agirait d'avions de l'aviation turque. Les attaques de l'armée turque et ses milices ne cessent de s'intensifier dans et autour de Al-Bab : selon l'Observatoire Syrien des Droits Humains, 88 civil.e.s, y compris 24 enfants, sont morts suite aux bombardements de l'aviation turque le 23 décembre ; deux jours

avant, une famille entière a été massacrée par l'armée turque alors qu'elle essayait de fuir la ville. Pendant les dernières semaines de décembre, l'armée turque a également intensifié ses attaques contre les villages à l'Est de Kobané, tirant avec l'artillerie lourde sur des positions des forces kurdes ainsi que sur des maisons de civil.e.s. [Sujin, ANF]

♦ **RAQQA** : Les combattant.e.s des Forces Démocratiques Syriennes (FDS) continuent leur attaque contre la ville

de Raqqa, principale ville tenue par Daech en Syrie. Le 10 décembre a commencé la deuxième phase de l'opération « Colère de l'Euphrate ». Depuis, environ 110 villages ainsi que plusieurs dizaines de collines stratégiques autour de Raqqa ont été libérés de Daech. Le 11 janvier, les combattant.e.s qui avançaient depuis Ayn Îsa et Kadiriye respectivement se sont rejoint.e.s dans le village de Kermanco. [ANF]

♦ **ALEP** : Dans le contexte de la

destruction totale des quartiers rebelles d'Alep, et des tensions croissantes entre Damas et Ankara, Erdogan a ordonné le blocage des convois humanitaires traversant la Turquie et destinés aux quartiers Est d'Alep. [Kedistan]

♦ **QAMISHLO** : Le 8 janvier s'est tenu dans cette capitale auto-proclamée du Rojava, le premier Congrès des Médias Libres du Rojava. Le lendemain soir, un attentat à la voiture piégée a eu lieu devant le bureau de la poste. [ANF]

LES KOLBERS, CES TRAVAILLEURS OUBLIÉS DU ROJHILAT

Dans le Rojhilat (Kurdistan iranien), les Kurdes sont confrontés au régime islamiste des mollahs. Les Kolbers, ces travailleurs pauvres nomades sont régulièrement abattus par l'armée, au nom de la lutte contre la contrebande entre l'Irak et l'Iran.

En Iran, près de 7 millions d'habitants sont Kurdes. La minorité du Rojhilat (situé à l'Ouest de l'Iran) représente près de 10 % de la population iranienne. Parmi les travailleurs pauvres se trouvent les Kolbers que l'on nomme aussi Koulbars en langue kurde. L'origine du terme vient du mot "koul" signifiant le "dos" et "bar" renvoyant à la notion de "transport". De manière littérale, ce sont des personnes qui transportent des marchandises sur leur dos. Souvent comparés aux Sherpas népalais, pour leur mode de travail rude, ils travaillent dans des conditions de travail très similaires. À l'instar de leurs camarades népalais, ils restent très peu connus, malgré leur importance sociale dans le tissu social en Iran.

Ils charrient des objets électroniques, du tissu, du thé et parfois de l'alcool. Ils traversent la frontière entre l'Iran et l'Irak, avec des animaux, souvent la nuit, de peur de se faire repérer par les militaires iraniens. Ils franchissent les cours d'eau comme les rivières risquant l'hypothermie. Dans une région particulièrement montagneuse, le passage des différents cols se fait sous un épais manteau blanc en coton, dans des températures négatives. L'un des sommets, les plus hauts sur

leur passage est le Kuhe Haji Ebrahim. Il culmine à 3,587 mètres d'altitude. Durant leur périple, dont les conditions peuvent parfois être extrêmes, ils doivent également faire face aux restes de la guerre Iran - Irak, à savoir les mines anti-personnelles disséminées le long de la frontière durant les années 80, par les deux armées.

Souvent oubliés, ces échanges commerciaux se réalisent aussi entre la Turquie et l'Iran. Dans le cadre des relations bilatérales tendues entre Erdoğan et Rohani, tout comme son prédécesseur, il n'est guère étonnant que les conditions restent très similaires.

Au-delà d'un périple dangereux et risqué à chaque voyage, les Kolbers subissent les tirs, la confiscation et la destruction de leurs biens par les Gardiens de la Révolution [paramilitaires aux ordres du chef d'État iranien].

Ces derniers tirent également sur les animaux en guise de représailles, ou parfois les brûlent, jetant les carcasses sur le bord des routes. La question de la lutte contre la contrebande est régulièrement évoquée par les soldats du régime ou les forces de l'ordre. Il s'agit du "cadre juridique" et "légal" de l'oppression contre les travailleurs par l'armée.

La question du libre-échange des marchandises a été tentée par le régime de Téhéran à travers l'ouverture de la frontière. Les points entre Penjwen et Marivan, et Qalat Dizah et Bané ont servi de références à cette expérience. Cependant, l'accord voulu par le gouvernement a été refusé par le parlement iranien

à travers un impeachment. De ce fait, les autorisations concernant le travail des Kolbers données par le régime sont devenues caduques. La tentative d'institutionnalisation (et surtout de contrôle) du travail des Kolbers a fait chou blanc, les conditions n'ont pas changé, la répression s'est intensifiée petit à petit.



Dans une volonté de discrimination importante de la part du régime iranien, on assiste à des actes racistes contre les travailleurs kurdes sous des prétextes totalement fallacieux. Entre le 8 au 15 novembre 2013, Evin Osmani, une jeune kurde âgée de 17 ans a été abattue dans ce cadre, alors qu'elle se trouvait simplement avec son futur époux. En effet, leur véhicule a été visé par des forces de l'ordre censées combattre la "contrebande". Elle est décédée un jour plus tard des suites de ses blessures (une balle dans la colonne vertébrale).

Plus récemment, le 14 octobre 2016, les Gardiens de la Révolution ont ouvert le feu sur un convoi de Kolbers touchant gravement Ahmad Nazari. Les forces islamistes ont empêché les premiers soins. De ce fait, son état s'est empiré, Ahmad est décédé durant le trajet le menant sur la route de l'hôpital.

Ce qu'il convient d'appeler "massacre" oublié des Kolbers, perdure, mettant en avant des questions ethniques, culturelles et de classe. Dans l'ombre des montagnes, les balles laissent des corps sans vie, dont le sang ruisselle dans les vallées du Rojhilat. Selon le Réseau pour les Droits Humains au Kurdistan (Kurdistan Human Rights Network – KHRN), au moins 439 travailleurs frontaliers ont été tués ou blessés dans l'exercice de leur activité par les forces armées iraniennes, depuis 2011. Ce chiffre très approximatif continuera d'augmenter progressivement. Il demande un sursaut de conscience afin de mieux faire connaître leur existence.

Pierre Le Bec

Source

Kedistan.net

au Başûr :

♦ **PUK / PDK / Goran** : Des discussions ont été relancées entre des délégué.e.s des partis PDK, PUK et le Mouvement Goran afin de trouver des solutions pour les crises politiques, économiques et diplomatiques dans la région. [ANF] Cela fait plusieurs mois que cette tentative de rapprochement est tentée.

♦ **LE PKK SE RETIRE DE SHENGAL ?** Porte-parole du PKK, Murat Karayilan, a annoncé fin décembre que les combattant.e.s du PKK allaient quitter la région, malgré les déclarations faites peu avant affirmant qu'il.le.s ne quitteraient Shengal que quand la région serait contrôlée par les Yézidi.e.s. Barzani, président du KRG, avait menacé d'envoyer son armée dans la région pour chasser le PKK si celui-ci ne partait pas de son propre gré. [ANF, Kurdish Question, Le Phénix Kurde]

♦ **ATTENTAT BAGDAD** : Au moins 17 personnes sont mortes et 35 autres blessées à Bagdad suite à une attaque kamikaze sur la place du marché dans le quartier majoritairement chiïte de Sadr le 2 janvier. [ANF]

♦ **MOSSOUL** : Les lourds affrontements armés continuent dans et autour de Mossoul dans le cadre de l'opération militaire pour reprendre la ville occupée par Daech depuis 2014. Le 29 décembre marquait le début de la deuxième phase de l'opération. Dans le centre ville, ce sont les soldats de l'armée irakienne qui sont en première ligne. Selon l'agence de presse ANF, les quartiers de Xufrani, Rifaq, Wehde, Doctors et Firqan ont été libérés début janvier. [ANF, Le Phénix Kurde]

♦ **MONTS QANDIL** : Alors que le gouvernement turc menace d'envoyer des soldats dans les monts Qandil pour y mener des opérations militaires contre les forces guérillas qui y sont présentes, environ 200 peshmergas irakiens ont tenu une conférence de presse, armes à la main, pour affirmer qu'en cas d'incursion turque dans la région, ils étaient prêts à se battre à côté des guérillas. [ANF]

♦ **BASHIQA** : Suite à une réunion entre le premier ministre turc et son homologue irakien, un accord a été trouvé concernant le retrait des soldats turcs de Bashiqa, ville irakienne occupée en partie par l'armée turque et source des tensions entre les deux gouvernements. [ANF]

au Rojhilat :

♦ **ATTAQUE CONTRE LOCAUX PDK** : Dans la nuit du 20 décembre, deux explosions ont eu lieu au siège du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDK-I) : six peshmergas y ont perdu la vie et douze autres ont été blessé.e.s. À notre connaissance, ces attaques n'ont toujours pas été revendiquées. [Rojhelat.info]





LES KURDES DANS LE PROCESSUS DE RÉCONCILIATION ARMÉNO-TURC

L'article qui suit est paru sur le site RepairFuture.net (Réparer le Futur) de la plateforme arméno-turque. Son auteure, Bilgin Ayata, est chercheuse en Sociologie Politique à l'Université de Bâle, Suisse.

Bien que rédigé sous une forme académique qui ne le rend pas très accessible, nous avons trouvé important de relayer cette analyse du négationnisme de l'État turc. Bilgin Ayata pointe le nationalisme d'État comme la source structurelle des violences exercées sur différentes communautés, généralement traitées comme des «problèmes» séparés, en l'occurrence, le génocide arménien et la guerre contre les populations kurdes et aléviées. Le lien entre ces violences passe aussi par nommer explicitement le rôle de bourreau joué en partie par la communauté kurde lors du génocide arménien. Mais il permet également de comprendre en quoi les actions de solidarité des militant.e.s kurdes envers le peuple arménien partent d'une approche radicalement différente des discours proches de l'État.

Un siècle après le génocide arménien, suivi de sa négation persistante par l'État turc, un intérêt notable pour le passé et le présent arménien s'est fait jour en Turquie tant dans la société civile que dans le monde universitaire, accompagné par différentes initiatives de réconciliation officielles ou citoyennes.

Les observateurs ont suggéré que cette confrontation croissante de la Turquie avec son passé refoulé était l'effet de sa candidature à l'Union européenne, des réformes démocratiques des années 2000 ainsi que de l'onde de choc parmi les segments progressistes de la société turque de l'assassinat en 2007 du journaliste arménien Hrant Dink. J'affirme qu'il s'agit là d'une analyse erronée, aveugle à la force transformatrice du mouvement kurde qui, depuis les années 1980, n'a cessé d'attaquer le négationnisme turc.

Cette erreur de vue fait écho à la tromperie fondamentale qui sous-tend les débats actuels sur l'attitude de la Turquie à l'égard de son passé [...] Un étrange aspect des débats [...] est la coexistence de différents processus de réconciliation qui se déroulent complètement isolément les uns des autres. À l'instar du génocide arménien, d'autres sujets écartés des récits officiels de l'État, tels que la violence contre les Kurdes et les Alévis, se sont imposés dans le débat public sans pourtant que ces problématiques soient rapprochées. C'est d'autant plus surprenant que des pratiques d'État associées au génocide, telles que la déportation et la dépossession de minorités, ont non seulement perduré sous la République mais constituent – avec l'assimilation forcée – des éléments clés de la constitution de la nation turque. Après la fondation de la République turque, en 1923, les Kurdes et les Alévis ont subi à leur tour ces pratiques, tandis que les restants des communautés arméniennes et grecques de Turquie faisaient l'objet de pogroms et de déportations récurrents jusqu'à la fin des années 1950. Jusqu'en 1991, l'existence même d'une identité kurde était officiellement niée et l'usage de la langue kurde interdit. Étant donné que

les Kurdes constituaient environ 20 % de la population turque, l'appareil d'État entier, de l'armée au système scolaire, durent être mis à contribution pour réprimer la culture et l'identité kurdes.

Avec la formation, en 1978, du Partiya Karkerên Kurdistan (PKK), le Parti des Travailleurs du Kurdistan, et sa lutte armée contre cette répression, le conflit kurde – comme on le désigne aujourd'hui – a depuis dominé l'agenda politique de la Turquie, remettant profondément en question la politique négationniste du pays. La lutte kurde a forcé l'État à réviser sa politique. En 1991, le président Süleyman Demirel reconnaissait officiellement l'existence des Kurdes – un tournant dans l'histoire de la Turquie moderne. Bien que cette reconnaissance fut suivie d'une répression accrue des Kurdes avec l'expulsion par les forces de sécurité gouvernementales d'un à trois millions de Kurdes de leurs foyers et d'autres graves violations des droits humains, le génie était désormais sorti de la lampe : l'idéologie d'État fondée sur le mythe d'un État-nation turc homogène était irréversiblement fissuré, permettant de poursuivre la remise en question des mythes et pratiques nationalistes. Si cette contestation réussie du négationnisme officiel par le mouvement kurde n'est pas la seule explication de la forte poussée d'intérêt pour le questionnement de l'histoire officielle, il est incompréhensible que les questions kurdes et arméniennes soient traitées séparément l'une de l'autre lors des réexamens actuels de l'identité et de l'histoire nationales entrepris par les segments libéraux de la société civile. J'affirme que cela est dû à une tendance des universitaires et de la société civile à traiter le génocide arménien comme un problème du passé et le conflit

kurde comme un problème du présent. Or, une telle compartimentation occulte la question complexe, mais essentielle, des ruptures et des continuités dans les paroles et les actes de l'État turc.

Quoique la chronologie, l'étendue et les pratiques de violence d'État contre les Arméniens, les Kurdes, les Alévis et d'autres groupes persécutés puissent varier, ces groupes partagent un assujettissement aux politiques négationnistes de la République turque. Mais alors que la négation officielle du génocide arménien et de l'identité kurde est un fait connu au niveau international, le déni de la violence de masse exercée contre les Alévis, comme le génocide du Dersim en 1938, n'a reçu d'attention que très récemment en Turquie même. La politique gouvernementale de négation des populations non turques et non sunnites a entraîné diverses revendications pour la reconnaissance, la justice et l'égalité institutionnelle parmi les groupes réprimés mais la question de savoir comment les traiter et y répondre n'est posée que sous forme de négociations parallèles et dissociées. [...]

La description des minorités comme des « problèmes » distincts s'est tellement normalisée avec le temps que même les approches critiques d'aujourd'hui parmi les intellectuels turcs ou les universitaires post-nationalistes la reflètent. Une explication possible de cela est qu'un tel traitement compartimenté de ces « problèmes » perpétue efficacement les asymétries de pouvoir résultant du génocide, de la déportation, de la dépossession et du négationnisme subis par ces populations en Turquie. Il consolide l'ascendant des intellectuels et interlocuteurs turcs en tant qu'acteurs principaux du processus de réconciliation tout en réduisant les intellectuels des groupes défavorisés à leurs positions assujetties particulières et précaires. L'omission des Kurdes du processus de réconciliation turco-arménien illustre clairement ce point. Bien que les intellectuels, activistes et organisations kurdes aient parlé du génocide arménien de multiples façons bien avant que la question n'apparaisse dans l'espace public turc, leur contribution n'est guère reconnue ni représentée dans les débats de la société civile, pas plus que dans l'analyse universitaire en Turquie ou au-delà. La mise à l'écart de cette contribution signifie non seulement une analyse incomplète mais surtout une occasion manquée de réfléchir à des approches alternatives vers la réconciliation.

À la différence des initiatives populaires de la société civile turque invoquées dans le contexte d'assouplissements du négationnisme politique à l'égard du génocide – telles que la conférence sur les Arméniens ottomans à l'université Bilgi d'Istanbul en 2005, la campagne pour le Pardon de 2008 et les commémorations du 24 avril qui se tiennent depuis 2010 sur la place Taksim – les acteurs kurdes du dialogue se font les porte-parole des revendications d'acteurs arméniens notoirement absents du processus de réconciliation, telles que les réparations territoriales, la reconnaissance officielle du génocide et d'autres aspects d'une réconciliation fondée sur la justice. En revanche, les intellectuels turcs promouvant activement la réconciliation turco-arménienne ont écarté la question de la restitution et de la justice comme obstacles au processus, critiquant les organisations de la diaspora arménienne qui les réclament. [...] Au lieu de soutenir de façon proactive les revendications des Kurdes et des Arméniens, les intellectuels de la scène turque se sont inscrits dans le sillage du discours officiel, soucieux d'éviter autant que possible à leur nation les dommages collatéraux que causeraient une quête de la justice, de la reconnaissance et de la vérité.

Au contraire, les efforts des intellectuels et organisations kurdes pour affronter la question du génocide arménien ne se préoccupent pas de ce à quoi la société turque est prête ou non à faire face. Leurs initiatives de réconciliation sont fortement façonnées par la violence et l'injustice qu'eux-mêmes ont subies de la part de l'État turc. Au cours de la transition d'Empire à République, la position des Kurdes vis-à-vis de l'État a changé. De loyaux sujets de l'Empire ottoman ayant activement participé aux massacres et à la dépossession des Arméniens, les Kurdes sont devenus les nouveaux ennemis intérieurs de la République, qui les a transformés de bourreaux en victimes.

Au cours de sa lutte contre la négation et la répression, le mouvement kurde de Turquie a promu une transformation de la société turque grâce à une vision émancipatrice de la politique fondée sur un sens supérieur de la justice, du pluralisme et de la démocratie radicale. La façon dont les acteurs kurdes de la réconciliation se positionnent par rapport à la complicité des Kurdes dans le génocide constitue le test décisif de la crédibilité et la viabilité de cette vision politique. C'est pourquoi la formulation et le contenu des actions de la société civile menées par des activistes Kurdes concernant le géno-

cide arménien sont si radicalement différentes de celles de leurs homologues turcs bien plus reconnus. La restitution de terres effectuée par l'intellectuel Berzan Boti en mai 2008 en est un important exemple, illustrant la différence de contenu et de formulation des efforts de réconciliation kurdes. Boti est un écrivain kurde originaire de Siirt qui a passé onze années enfermé comme prisonnier politique à la tristement célèbre prison de Diyarbakir avant d'être libéré en 1991. Lorsqu'il s'est penché sur l'histoire de son village et du génocide arménien, il a découvert que les propriétés foncières de sa famille avaient auparavant appartenu à des Assyriens. Ses ancêtres les avaient confisquées pendant le génocide de 1915. En 2007, Boti a annoncé publiquement dans sa chronique pour un magazine en ligne kurde qu'il allait rendre ces terres à leurs propriétaires légitimes. Ayant ensuite découvert qu'ils avaient tous été tués pendant le génocide, il décida de transférer les titres de propriété au Seyfo Center aux Pays-Bas, une organisation assyrienne qui milite internationalement pour la reconnaissance du génocide assyrien. Boti a pris contact avec l'organisation et le transfert de propriété fut signé en octobre 2008.

En mai 2009, la cérémonie de transfert de propriété eut lieu au parlement de Stockholm en présence de Boti et des représentants de différentes organisations assyriennes. Pour la première fois, les questions de rétrocession et de restitution de terres en Turquie suite au génocide arménien entraient dans le cadre d'un geste d'excuse qui passait des paroles aux actes. L'initiative de Boti constituait un exemple historique frappant d'une expression de regret et d'un acte de réconciliation basés sur la justice.

Pourtant, bien qu'inédit, ce geste fut ignoré à la fois par les médias et par le public turcs. Au contraire, la campagne pour le pardon initiée par les intellectuels turcs quelques mois plus tard reçut une attention nationale et internationale considérable bien que vivement critiquée pour sa portée limitée, sa terminologie et son échec à s'adresser aux victimes. En fait, le texte de la campagne pour le pardon ne contenait même pas le mot « génocide » et employait plutôt le terme *büyük felaket* (grande catastrophe), évitant ainsi la reconnaissance du crime. Cela poussa d'ailleurs un groupe d'intellectuels kurdes à publier une déclaration critique intitulée : « Il ne s'agit pas d'une catastrophe mais d'un génocide : c'est le cœur même du problème. ». Établissant un parallèle entre la négation du génocide

arménien et celle de l'identité kurde en Turquie, la déclaration accusait la campagne pour le pardon de contourner le mot « génocide » tout comme les intellectuels turcs avaient longtemps adopté sans y réfléchir la terminologie d'État pour désigner les Kurdes au lieu d'utiliser le mot « Kurde ». Mais si depuis la fin des années 1990 aucun intellectuel ou universitaire turc n'a plus de difficulté à employer le terme « Kurde » dans ses écrits, en revanche, jusque récemment et souvent encore aujourd'hui, la plupart de ces intellectuels et universitaires ont évité ou refusé d'employer le terme de « Génocide arménien ». Or, comme le montre cette déclaration d'intellectuels kurdes, ce genre d'incohérence et de stratagème politique apparaît au grand jour lorsque les analystes de la négation du Génocide arménien prennent aussi en compte la négation des Kurdes et ne cloisonnent pas chronologiquement ces deux problèmes. Ce qui est en jeu ici n'est pas qu'une question de terminologie mais de positionnement des intellectuels et de la société civile à l'égard des demandes de justice et de restitution.

Une autre initiative souvent oubliée offrant une approche alternative aux pratiques de réconciliation pilotées par l'État est la restauration en 2009 de l'église Sourp Giragos de Diyarbakir. Ce projet mené conjointement par la municipalité kurde et le Patriarcat arménien contraste vivement avec celle organisée par l'État turc de l'église Akdamar en 2007, ainsi que le montre le comparatif suivant. Construite en 1515-18, l'église de Sourp Giragos était la plus grande église du Moyen-Orient jusqu'en 1915. Pendant le génocide, l'entière population chrétienne de Diyarbakir fut massacrée, déportée ou convertie de force à l'islam et ses lieux de culte détruits. Sous l'ère républicaine, et surtout à partir des années 1960, Diyarbakir devint le centre de l'activisme kurde et a souvent été qualifiée de capitale secrète du Kurdistan, effaçant ainsi le fait que presque la moitié de sa population était auparavant arménienne. Pourtant, en 2004, l'élection de deux activistes kurdes de

longue date, Osman Baydemir et Abdullah Demirbas, respectivement aux mairies de Diyarbakir et de sa voisine Sur, initia une série de mesure au niveau local pour faire revivre le passé et la présence arménienne à Diyarbakir. En plus d'afficher la traduction arménienne de tous les noms de rue et des panneaux de bienvenue, ils ont lancé le projet de restauration de l'église de Sourp Giragos. En outre, ils ont rendu tous les titres de l'église, ainsi que ceux des autres propriétés qu'ils ont pu découvrir lors de la restauration comme ayant appartenu à des Arméniens, au Patriarcat arménien. En 2011, l'église fut rouverte par le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir, et l'archevêque arménien Aram Atéghian.

Au contraire, la restauration par le gouvernement de l'église Akdamar, sur l'île d'Aghdamar du lac de Van, a suscité autant de controverses que d'opposition de la part des organisations arméniennes et des intellectuels arméniens, dont Hrant Dink. Dès la première annonce gouvernementale signifiant l'intention de restaurer une église arménienne, le premier ministre Erdoğan a présenté cette action comme un effort pour contrer les « prétentions internationales » l'instrumentalisant afin de maintenir la négation du génocide. En 2006, le ministre de la Culture, sous les auspices duquel la restauration a été effectuée, annonça que l'église serait rouverte le 24 avril 2007 – jour de commémoration international du Génocide arménien. En réponse à l'opposition des organisations arméniennes de l'étranger, le ministre proposa alors le 11 avril comme nouvelle date, ce qui dans le calendrier arménien ancien correspondait au 24 avril. L'insistance de la part du gouvernement turc à faire de la rénovation de l'église une vitrine détournant l'attention de la reconnaissance du génocide conduisit le journaliste arménien Hrant Dink à décrire le processus de restauration comme une « farce ». En janvier 2007, Dink fut assassiné par des nationalistes turcs après avoir été pris pour cible par les médias turcs pour d'autres raisons que le projet de l'église,

mais l'ouverture de l'église fut néanmoins repoussée à septembre 2007. Et quand elle fut finalement inaugurée, elle rouvrit non pas comme église mais comme un musée autorisant la célébration d'une messe une fois par an. Le nom originel de l'église, *Sourp Khatch* (Sainte-Croix, en arménien) fut changé en *Aktamar* (veine blanche, en turc), perpétuant ainsi la pratique de turquifier les noms arméniens. Aucun titre de propriété ou autre ne fut restitué au Patriarcat.

L'expression d'excuse individuelle de Berzan Boti par la restitution de terres ainsi que les actes de la municipalité de Diyarbakir ne donnent qu'un aperçu des efforts de réconciliation entrepris de leur propre initiative par les acteurs de la communauté kurde. Il va sans dire qu'ils ne représentent pas la position de tous les intellectuels et activistes kurdes ou de la société civile kurde. Le négationnisme kurde quant au rôle des Kurdes dans le génocide et ses implications sur le présent existe encore, surtout lorsqu'il est question de biens fonciers et de réparations. Pourtant, ils contribuent à exprimer ce qui manque aux débats favorisant le processus de réconciliation turco-arménien. [...] Étant donnée l'histoire récente des Kurdes, il n'est guère étonnant que leur discours ainsi que le contenu de leurs efforts de réconciliation soient guidés par des principes de justice. Leur transition de bourreaux à victimes (pour reprendre à l'inverse l'expression de Mahmood Mamdani) a non seulement ouvert des pistes d'introspection mais aussi associé la crédibilité de la quête de justice des Kurdes à leur capacité à la proposer également aux Arméniens et à d'autres victimes du génocide. On s'étonnera toutefois que les acteurs du processus de réconciliation, qu'ils soient turcs ou arméniens, de même que les observateurs, aient aussi peu pris en compte les pistes alternatives ouvertes par les efforts de réconciliation kurdes. [...]

Source

Repair Future





LORSQUE LES KURDES ENTENDENT LE MOT « TAK », ILS ET ELLES SAVENT CE QUE CELA SIGNIFIE : VENGEANCE

Depuis maintenant un an, le groupe militant appelé les Faucons de la Liberté du Kurdistan (en kurde Teyrêbazên Azadiya Kurdistan, ou TAK) a beaucoup fait parler de lui. Ayant revendiqué dernièrement plusieurs attentats en Turquie, et se déclarant ouvertement hostile, non pas au PKK, mais à la volonté de ce dernier de négocier avec l'État turc, le TAK, ses modes d'actions et ses positions politiques créent la polémique. Mais au-delà des arguments très simplificateurs trop souvent répétés dans les médias classiques, l'auteur.e de cet article, qui a été publié anonymement sur KurdishQuestion.com, cherche non seulement à informer sur les fonctionnements de ce groupe, mais aussi à analyser sa réapparition dans le contexte de la sale guerre menée par l'armée turque au Bakur depuis l'été 2015.

Rien que dans le mois qui vient de s'écouler, la Turquie a été frappée par deux attentats dévastateurs. L'un a frappé le 10 décembre dans son cœur métropolitain, Istanbul ; l'autre le 17 décembre dans son cœur nationaliste, Kayseri. Celui d'Istanbul a tué 38 policiers antiémeute ainsi que 8 civils, alors que celui de Kayseri a tué 14 soldats qui n'étaient pas en service au moment de l'attaque. Ces derniers faisaient partie de la Brigade de Commando de Kayseri, la brigade commando turque la plus connue aujourd'hui, en raison de sa participation à des opérations militaires dans les régions kurdes, comme par exemple à Hakkari, ou contre le PKK dans la région transfrontalière kurde du nord de l'Irak. Dans une déclaration à propos de l'attentat de Kayseri, Murat Karayilan, commandant supérieur du PKK, a affirmé que des membres de cette brigade avaient été reconnus dans une vidéo dans laquelle on voit deux combattantes du PKK se faire exécuter puis jeter du haut d'une falaise.

Ces deux attentats ont été revendiqués par les Faucons de la Liberté du Kurdistan (TAK), un groupe militant

kurde qui, selon sa propre définition, « cherche à venger le peuple kurde et celles et ceux qui ont été tué.e.s par le gouvernement turc ». Il s'agit d'un groupe de guérilla urbaine motivé par sa haine contre le régime turc et né dans le désespoir total face aux destructions et aux massacres dans les villes et régions kurdes. En représailles contre la manière dont le gouvernement turc traite les Kurdes, le TAK a annoncé qu'il avait volontairement ciblé la Brigade de Commando de Kayseri parce que « Cela fait des années que la Brigade de Commando de Kayseri participe en première ligne à la guerre génocidaire contre le peuple kurde, tuant ainsi des milliers des nôtres ».

Bien que le TAK soit devenu célèbre seulement récemment, notamment suite aux attentats qui ciblaient directement des personnels militaires à Ankara en février et mars, ses premières attaques remontent au milieu des années 2000. Alors qu'un dernier processus de paix, engagé entre le gouvernement turc et le PKK, s'effondrait, le TAK a réapparu en juin 2015, lors de l'intensification des affrontements armés entre les deux parties. Le

TAK, à la différence du PKK, n'est pas un mouvement social et ne possède pas un agenda politique permanent. Selon les déclarations qu'il a faites, le groupe continuera ses attentats à moins que les attaques contre les Kurdes cessent, qu'un cessez-le-feu entre l'État et le PKK soit déclaré, que l'isolement du leader kurde Abdullah Öcalan soit levé, et que la répression politique contre le peuple kurde cesse complètement. Le renversement de la table des négociations par le président turc Recep Erdogan et l'annulation de l'Accord de Dolmabahçe par ce dernier ont déclenché une guerre totale dans les villes kurdes. En l'absence de pourparlers de paix, et face à la destruction massive des villes et villages kurdes, le TAK est apparu comme un groupe influant sur les processus politiques en Turquie ainsi que dans la région.

Comment fonctionne le TAK ?

Les membres du TAK savent se camoufler de manière efficace, et fonctionnent généralement par binômes. Les actions menées par ces groupes démontrent une expérience et une intelli-

gence militaires de très haut niveau, à tel point que, lors des attentats du 10 décembre à Istanbul qui ont été revendiqués par le TAK, le chef de la police d'Istanbul, Murat Caliskan, avait déclaré que « *vu l'efficacité des explosifs utilisés, ces actions n'ont pu être effectuées que grâce au soutien direct de l'État envers ce groupe militant* ». Même au sein du TAK, une équipe donnée ne connaît pas les membres des autres équipes, rendant ainsi quasi impossible la détection et le démantèlement de leur structure interne par les services secrets turcs.

Autrement dit, les cellules dormantes du TAK, présentes dans les villes turques, réussissent à amener le conflit turco-kurde dans les zones où le PKK n'a pas le contrôle ou n'est pas présent. [...] Le TAK a émergé lorsque face aux destructions alors en cours dans les villes et villages kurdes et au milieu de couvre-feux à durée indéterminée imposés par l'État, les forces de défense civile (YPS) déclaraient l'autonomie et l'auto-défense de ces mêmes villes et villages. Les couvre-feux brutaux ont provoqué la mort de nombreux et nombreuses civil.e.s, le massacre de personnes blessées coincées dans les sous-sols, de très nombreuses blessées, des violations des droits humains ainsi que le déplacements forcé de plus d'un million de personnes.

Les atrocités perpétrées par les forces turques dans les villes kurdes

Le TAK a affirmé que sa première attaque était une vengeance contre le massacre de plus de 178 personnes piégées dans les sous-sols à Cizre [NdT : pour plus de détails, voir Merhaba Hevalno mensuel numéro 1, février 2016]. Parmi les civil.e.s

tué.e.s dans ces sous-sols figurait Mehmet Tunc, coprésident de l'Assemblée Populaire de Cizre, dont la voix a été entendue à plusieurs reprises lorsque, depuis son téléphone portable, il lançait des appels aux secours pour les blessé.e.s. L'armée turque a impitoyablement bombardé les sous-sols, alors même que des hauts fonctionnaires du gouvernement étaient au courant de la présence de civil.e.s. Or leurs voix ont été ignorées par l'État turc qui, quant à lui, n'en avait rien à faire, les médias turcs ayant déjà déclaré que l'armée avait investi un sous-sol dans lequel « 60 terroristes avaient été neutralisés ». Afin de détruire toutes preuves, ce bâtiment ainsi que les personnes présentes à l'intérieur ont été brûlées peu après.

[...] En septembre 2015, alors que le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, affirme à la télévision que les personnes tué.e.s à Cizre sont des terroristes, Cemile Cagirga, une jeune kurde âgée de 10 ans, est abattue par balle devant sa maison. Son corps a été conservé dans un congélateur pendant trois jours et n'a pu être emmené à la morgue qu'à l'arrivée des député.e.s du Parti Démocratique des Peuples (HDP). Et qui peut oublier Miray, ce bébé de trois mois que son grand-père tentait d'emmener à l'hôpital, toujours à Cizre, et que la police a tous deux assassinés, causant ainsi deux morts dans la même famille ? De tels actes sont la source à laquelle le TAK puise la motivation de mener ses attaques contre des cibles de l'armée turque.

Suffit-il d'être contre la violence pour l'empêcher d'avoir lieu ?

De nombreuses personnalités étrangères condamnent les actions du TAK, se positionnant contre le terrorisme

et la violence en Turquie. Pourtant, dans le contexte actuel, être contre la violence ne suffit néanmoins pas à l'empêcher. La répression contre les Kurdes est plus forte que jamais, et ce même en comparaison avec les années 1990, pourtant marquées par une forte hausse de la violence entre le PKK et Ankara, et pendant laquelle de très nombreuses exécutions extrajudiciaires ont eu lieu ainsi que des disparitions de personnes kurdes qui ne sont jamais réapparues. Alors que pendant les années 1990 on pouvait facilement cacher les crimes commis par le JITEM [NdT : une branche de l'armée turque collaborant avec l'État Profond [1]], les avancées technologiques les plus récentes permettent de montrer les atrocités d'aujourd'hui. Dans un contexte où l'on voit des photos de combattantes YPS décapitées après avoir été tuées par les unités des opérations spéciales, et où des photos des corps sans vie de militantes kurdes sont publiées sur des comptes de réseaux sociaux par des personnes supposément liées au JITEM et à l'État Profond, il n'y a rien d'étonnant dans le fait qu'une organisation comme le TAK – pour qui les actions et tactiques du PKK contre l'État turc sont « trop douces et inefficaces » – se soit soulevée contre Ankara.

Bien que le TAK affirme qu'il ne cible que les institutions, personnels de sécurité et structures économiques de l'État, les morts de civil.e.s ne peuvent être excusées. Le groupe a déploré ces pertes civiles, les qualifiant d'« accidentelles ». Cependant, le TAK n'a pas la même position que le PKK, qui respecte la Convention de Genève et a lancé des enquêtes sur ses actions qui ont provoqué des morts civil.e.s. Le PKK a aussi critiqué les attentats du TAK

où l'on compte des morts et des blessé.e.s civil.e.s. Cela n'a pas mis fin à ces actions. Nous devons donc interroger les circonstances qui ont provoqué l'émergence du TAK et se demander pourquoi ce dernier continue de mener des attaques à la bombe dans les villes de Turquie.

[...] Malgré l'intensification des actions et sentiments racistes, ultranationalistes et anti-kurdes, la vaste majorité des Kurdes continue néanmoins de demander le retour aux pourparlers de paix et ne veut plus voir le sang couler, ni d'un côté ni de l'autre. Cependant, il faut reconnaître que, tant que la politique de déni à l'encontre des Kurdes continuera, le TAK ou d'autres groupes similaires gagneront en popularité parmi les populations kurdes. Cela soulève la question suivante : le TAK a-t-il des liens organiques avec le PKK ou est-il seulement le rejeton de l'impuissance de ce dernier ? Ces deux groupes sont les conséquences directes d'injustices historiques et tant que ces injustices ne seront pas réparées, d'autres groupes encore plus radicaux verront le jour. Le seul moyen d'arrêter le TAK est donc de ré-ouvrir le chemin du dialogue et de la négociation. Mais pour l'instant, ces portes semblent être hermétiquement fermées, quand à la fin de cette 32^{ème} année de guerre sanglante, Ankara continue de brailler la phrase si souvent répétée : « *L'année prochaine, nous éliminerons le PKK !* »

Pour les Kurdes, cette 32^{ème} année de guerre est devenue synonyme du mot « sous-sol ». Fières de leur réussite à Cizre, les forces spéciales turques y ont laissé des tags disant « L'amour se vit dans le sous-sol, chéri.e » et, brandissant des drapeaux turcs et faisant des signes nationalistes, ont posé devant des

bâtiments criblés de balles dans plusieurs villes kurdes. Cette phrase à été réutilisée partout dans le pays : dans la culture populaire, lors de matchs de foot et sur des réseaux sociaux proches du

gouvernement. Alors que les Kurdes ressentent de la douleur à l'évocation du mot « sous-sol », quand ils et elles entendent le mot « TAK », il.le.s savent désormais que cela signifie : Vengeance.

[1] NdT : L'État Profond (en turc, *dervin devlet*) : il s'agit d'un groupe présumé qui existerait dans les appareils de l'État turc et qui serait composé de haut-fonctionnaires de l'armée ainsi que des services de renseignements (turcs et étrangers), du système judiciaire, et de la mafia, entre autres.

Source

Kurdish Question
Traduction : Merhaba Hevalno

en Turquie :

◆ **ÉTAT D'URGENCE** : L'état d'urgence qui avait été imposé en Turquie suite à la tentative de coup d'état en juillet 2016 a été à nouveau prolongé pour une période de 3 mois à partir du 19 janvier. Parmi toutes les mesures autorisées par l'état d'urgence, nous pouvons soulever la prolongation de la garde-à-vue de 4 à 30 jours [ANF]

◆ **SYSTÈME PRÉSIDENTIEL** : Fin décembre, la Commission Constitutionnelle Parlementaire de Turquie a finalement approuvé l'amendement constitutionnel concernant la proposition de la mise en place d'un système présidentiel en Turquie, concentrant ainsi encore plus de pouvoirs décisionnels entre les mains du président. Sujin, la nouvelle agence de presse de femmes, s'est entretenue à ce propos avec quelques femmes âgées kurdes. Selon İffet Muhtaç, l'État devrait libérer les prisonnier.e.s et trouver les personnes disparues au lieu de changer l'amendement à la constitution. « L'État n'a rien fait de positif ni pour les Turcs ni pour les Kurdes jusqu'à aujourd'hui. Nous ne reconnaissons pas la décision de l'État de changer la constitution. Chaque fois que l'État change quelque chose, c'est encore un massacre qui s'abat sur le peuple kurde. On ne veut plus de morts. On veut que la guerre et le fascisme s'arrêtent sur ces terres. » [Sujin]

◆ **INTERDICTION DE MANIFESTER À ANKARA** : Lors des réunions parlementaires concernant les amendements constitu-

tionnels, la préfecture d'Ankara a décrété l'interdiction de « toutes sortes de réunions, protestations et manifestations » pendant 30 jours. [Sujin]

◆ **LIBÉRATION D'ASLI ERDOĞAN** : Après cinq mois d'incarcération, Asli Erdogan, écrivaine, militante et journaliste pour le quotidien désormais fermé Özgür Gündem, a été libérée lors de son procès fin décembre. [Kedistan]

◆ **ATTENTAT ISTANBUL** : Dans la nuit du nouvel an, un attentat dans une boîte de nuit à Istanbul a tué 39 personnes et blessé 65 autres. L'auteur a pris la fuite, après avoir tiré sur la foule. Pour la première fois en Turquie, l'État Islamique a revendiqué l'attaque. Le lendemain, des militant.e.s et dirigeant.e.s communistes qui s'étaient rassemblé.e.s devant la boîte de nuit en hommage aux victimes, ont été arrêté.e.s par la police. [ANF]

◆ **FEMME TRANS TORTURÉE EN PRISON** : Condamnée à la perpétuité et en prison depuis 13 ans, Esra, comme beaucoup d'autres prisonnières trans, est enfermée dans la prison d'hommes, alors qu'elle demande d'être transférée dans une prison de femmes. Récemment, elle a subi des actes de violence et de torture de la part des matons. Nos ami.e.s à Kedistan.net ont traduit et publié une lettre ouverte qu'elle a écrite à sa tutrice. [Kedistan]

◆ **AMBASSADEUR RUSSE EN TURQUIE ASSASSINÉ** : Un policier turc, revendiquant la justice pour la ville d'Alep dont une grosse

partie a été et continue d'être détruite par les bombardements russes, a tué à bout portant l'ambassadeur russe en Turquie, avant d'être abattu à son tour par la police turque. [APnews]

◆ **VISITE À ÖCALAN REFUSÉE** : Le procureur de Bursa a refusé que la famille d'Abdullah Öcalan lui rende visite en prison, où il purge une peine à vie depuis 18 ans. La dernière visite qu'il a pu recevoir était celle de son frère en septembre dernier, après avoir été en isolement total pendant un an et demi. [KurdPress]

◆ **ATTENTATS DU TAK** : Le TAK a revendiqué les trois attentats qui ont eu lieu le 10 décembre à Istanbul, le 17 décembre à Kayseri, et le 5 janvier à Izmir devant le tribunal [cf. article sur le TAK dans cette revue]. À Kayseri, un groupe de nationalistes, en collaboration directe avec la police, a attaqué et incendié les locaux du HDP moins de 12 heures après l'attaque. À Amed, un homme a ouvert le feu sur les locaux HDP avec un fusil à pompe. Des locaux HDP ont également subi des attaques à Mezitli, Izmir, Istanbul, Ankara, Kocaeli, Canakkale, Hatay et Erzinçan. [ANF]

◆ **NOUS MARCHONS SEULES LA NUIT, ET ALORS ?** Une femme a été violée par un chauffeur de bus la nuit. Parmi les réactions, les Sorcières du Campus (de l'Université d'Artuklu) ont manifesté avec des slogans « Tu ne peux pas me violer parce que je prend le bus seule. » « Nous marchons seules la nuit, et alors ? »





JE NE SUIS PAS COUPABLE, J'ACCUSE!

Maxime Azadi, directeur de l'Agence de Presse de l'Euphrate (ou Firat News Agency, ANF), a été arrêté suite à une collaboration entre les polices turque et belge au sein d'Interpol. L'ANF est une agence de presse kurde, basée aux Pays-Bas ; c'est plus précisément l'un des principaux médias du mouvement de libération kurde de Turquie prônant le confédéralisme démocratique – et donc, du mouvement représenté par les partis HDP et DBP, et défendu par les guérillas du PKK. Notons qu'une grande partie des informations que nous relayons en tant que brèves dans cette revue sont tirées d'articles d'ANF en anglais. Alors que des médias et politicien.ne.s européen.ne.s s'indignent du manque de liberté d'expression en Turquie, la répression contre les journalistes dépasse le territoire turc, mettant une fois de plus en lumière la collaboration explicite entre les autorités européennes et turques. Voici à la suite la traduction du récit de Maxime Azadi à propos de son arrestation.

En l'espace de deux semaines, j'ai fait l'expérience d'être confronté à Interpol dans un pays européen, de me retrouver en salle d'interrogatoire dans un commissariat de police, d'aller en prison et d'être enfermé en cellule d'isolement, je me suis aussi fait menacer d'extradition vers un pays gouverné par un despote. Voilà l'histoire de la complicité des autorités européennes avec la Turquie et d'une série d'injustices et d'absurdités. [...]

Un mécanisme de répression dans les mains de la Turquie : Interpol

J'ai été arrêté le 15 décembre à Bruxelles par la police belge à la demande des autorités turques alors que j'étais au volant [de ma voiture]. La police a dit que j'avais été signalé par la Turquie. C'était l'unique raison. J'ai été menotté et j'ai passé la nuit au poste de police de Mechelen, en région flamande, dans la province d'Anvers. Dès mon arrestation, j'ai commencé une grève de la faim.

La Turquie avait émis un mandat d'arrêt international à mon encontre, via Interpol, ce

qui est devenu un mécanisme de répression arbitraire. Cela n'était certainement pas la première arrestation au sein de la communauté kurde. Je n'ai signé aucun papier durant ma détention pour protester contre cette injustice. Le 16 décembre, ils m'ont emmené, menotté, au tribunal de Turnhout, à 85 km de Bruxelles. Le procureur a demandé mon extradition vers la Turquie. La demande provenait de Turquie. Le juge a décidé de me mettre en détention. Le juge a pourtant admis qu'il n'y avait aucune information justifiant cette arrestation à ce moment-là. [...]

Selon mon avocat belge, Luc Walley, et le juge, le signalement à mon encontre avait été écrit par la cour de Sîrnak, une ville kurde où je ne suis jamais allé. Les accusations se basent sur des articles publiés depuis le 4 mars 2013. D'après un document transmis par la Turquie, un tribunal turc a émis un mandat d'arrêt contre moi le 31 août 2015. Je risquerais au moins 25 ans de prison, sans parler d'autres accusations portées contre moi dans plusieurs villes turques. Les informations initiales étaient très limitées. Le juge m'a demandé ce que je pensais du risque d'extradition vers la Turquie. « C'est vous qui devriez être inquiet, car cela serait une honte pour la démocratie belge », ai-je répondu.

Deux semaines en isolement

À la fin de l'audience du procès, j'ai été envoyé à la prison de Turnhout. J'ai poursuivi ma grève de la faim. Durant trois jours je n'ai rien consommé d'autre que du thé et de l'eau. On ne me donnait de l'eau chaude pour le thé que le matin et le soir. Le premier jour, le directeur de la prison m'a dit que je serais soumis à un régime alimentaire spécial parce que j'étais considéré comme un terroriste. Mes interactions avec les autres prisonniers étaient restreintes. Les visites et les appels interdits. Ils m'ont dit que j'avais le droit d'appeler mon avocat tous les jours, mais je n'ai jamais pu l'appeler. Cependant, j'ai pu rencontrer mon avocat trois fois, parce que je n'avais aucun contact avec l'extérieur. À l'exception d'une visite de mes parents, mes amis et mes

collègues n'ont jamais pu passer les portes de la maison d'arrêt. [...]

Durant ces quatorze jours dans la prison de Turnhout, je n'ai jamais eu le droit de sortir de ma cellule. Mes demandes pour aller à la bibliothèque de la prison, dans l'espoir de trouver un livre, n'ont jamais eu de réponse. Certains livres que mes amis m'ont envoyé ont été rejetés. Le temps semblait s'arrêter dans cette prison. En suivant les conseils de mon avocat, j'ai mis fin à la grève de la faim après trois jours, mais j'étais prêt à redémarrer la grève si la justice refusait de me libérer.

J'accuse...

Après la demande de libération faite par mon avocat le 19 décembre, j'ai été mené, toujours menotté, devant le juge de Turnhout, avec d'autres détenus ordinaires, le 23 décembre. J'ai refusé de me défendre. Tout avait été expliqué par mon avocat. Mais mon refus était une réaction à l'injustice, puisque je n'étais pas coupable. Bien au contraire, j'accuse. J'ai récusé les arguments qui avaient mené à mon arrestation, les mécanismes qui ont été mis en place, les méthodes de cette arrestation et le traitement humiliant que j'ai reçu durant ma détention. J'ai accusé les autorités européennes de complicité avec la Turquie et de soumission au chantage du régime d'Erdoğan. Je n'étais ni coupable, ni terroriste. Ce sont les mentalités et les pratiques qui produisent le terrorisme d'État en démocratie qui sont coupables.

La résistance est magnifique

À l'audience du 23 décembre, les accusations du dossier turc basées sur mes articles et sur d'autres qui ont été publiés par la Firat News Agency [ANF], dont je suis le directeur, n'ont pas été considérées suffisamment convaincantes pour justifier ma détention.

Pendant tout ce temps, à l'extérieur, une campagne de soutien importante a été lancée pour ma libération. La Fédération Internationale des Journalistes et de nombreux autres organes de presse se sont préoccupés de ma situation. Le procureur, qui avait auparavant

demandé ma détention, a dit qu'il était en faveur de ma libération. Le juge l'a suivi, mais à condition de payer une caution, malgré mon refus de la payer.[...]

Le soir même, j'ai reçu l'annonce de ma libération sous caution. Il s'est avéré que mes collègues et mes amis avaient décidé de payer. Toutefois, une autre décision est venue de l'Office de l'Immigration. Même si j'étais un citoyen européen – puisque j'ai la nationalité française – l'Office de l'Immigration avait demandé à ce que ma détention continue jusqu'à mon extradition vers un autre pays, sans

me dire lequel et sans aucune restriction [de séjour] sur le territoire belge. Il était possible que je me fasse extradier vers la France. Selon mon avocat, la Turquie a fait parvenir la même demande auprès des autorités françaises. Dans ce cas, je risquais de me faire arrêter en France également. [...]

J'ai passé cinq jours de plus en prison, avant d'être libéré le 28 décembre. La menace turque est toujours d'actualité. Le tribunal attend le dossier complet qui doit être transmis par les autorités turques. Par ailleurs, si ces méthodes injustes et ces pratiques enfrei-

gnant la dignité humaine visent à intimider, il faut que je dise qu'elles font l'inverse, car ces attaques ne rempliront jamais leur objectif. Je continuerai à écrire, à déranger ceux qui ont le pouvoir et à me battre pour un autre monde.

La résistance est magnifique et d'autant plus enivrante.

Source

Kurdish Question
Traduction : Merhaba Hevalno

PAROLES DE FEMMES CONTRE LES FÉMINICIDES

En hommage à Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Saylemez, militantes kurdes, assassinées à Paris le 9 janvier 2013. Rendez-vous mardi 24 janvier 2017 à partir de 13h00 à la mairie du 2^{ème} arrdt de Paris, salle Jean Dame. Pour participer à cette rencontre, vous devez vous inscrire par mail à cette adresse : colloquefemicide2017@gmail.com

Chères amies, chères camarades,

Quatre ans après les assassinats de Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Saylemez le 9 Janvier 2013, nous attendons toujours que justice soit faite.

Bien que tous les éléments du dossier pointent la responsabilité des services secrets turcs (MIT), ceux-ci n'ont jamais été mis en cause par les autorités françaises qui préfèrent préserver leurs relations économiques et politiques avec l'État turc plutôt que de faire la lumière sur cette affaire «embarrassante», d'autant plus qu'elle met également en cause leurs propres services de renseignement.

Le 17 janvier dernier, après quatre longues années de lutte incessante pour la Vérité et la Justice, nous avons appris le décès de «l'assassin présumé», Omer Güney, seul individu poursuivi dans cette affaire. Son procès devait se tenir devant la Cour d'Assises de Paris un mois plus tard, le 23 janvier 2017. Les camarades de Sakine, Fidan et Leyla, leurs familles et l'ensemble du peuple kurde sont ainsi privé.e.s d'un procès public qui aurait permis de juger non seulement l'exécutant, mais aussi, et surtout, le commanditaire, l'Etat turc, et aussi de dévoiler la responsabilité des services français de renseignement.

Sakine, Fidan et Leyla étaient kurdes, féministes et militantes politiques. Leur meurtre est un féminicide. Phénomène universel qui recouvre les atteintes à la vie des

femmes et toutes les violences physiques, psychologiques, économiques et sociales, ainsi que toutes les discriminations exercées à l'encontre des femmes, le féminicide touche toutes les femmes, quel que soient leur âge, leur appartenance ethnique, leur religion ou leur culture. Mais ses auteurs et commanditaires sont rarement jugés. Et, quand ils sont jugés, ils bénéficient de réductions de peines.

Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Saylemez qui représentent trois générations de révolutionnaires kurdes, ont joué chacune un rôle important dans le développement de la lutte de libération des femmes, aussi bien sur le plan social que politique. Pour poursuivre cette lutte et réunir nos forces contre les féminicides, nous proposons une rencontre internationale de femmes, en hommage à ces trois femmes, le 24 Janvier 2017, soit symboliquement un jour après la date du procès qui devait juger leur «assassin présumé».

Nous vous invitons à participer nombreuses à cet événement qui offrira une tribune libre aux participantes. Nous voulons que cette rencontre soit riche en réflexions et partages d'idées et d'expériences sur les moyens et stratégies de lutte contre les féminicides, sur le combat contre l'impunité, et qu'elle soit un premier pas vers la construction d'un réseau international de lutte contre les féminicides.

Mouvement des Femmes kurdes en Europe,
Femmes solidaires, Collectif Solidarité Femmes
Kobanê, Marche mondiale des Femmes

PROGRAMME

13h30 : Enjeux politiques et juridiques du féminicide
15h : Féminicides et assassinats politiques
17h : Stratégies de lutte contre les féminicides
19h : Résolution finale

en Europe :

♦ **MIT INFILTRÉ** : Un homme soupçonné d'être membre du MIT (services secrets turcs) a été arrêté à Hambourg. Il s'était fait passer pour un journaliste pour infiltrer le mouvement kurde en Allemagne et y collecter des informations personnelles sur les militant.e.s. [ANF]

♦ **SAKINE, FIDAN ET LEYLA – AFFAIRE CLOSE** : À l'occasion du 4ème anniversaire de l'assassinat de trois militantes kurdes, Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Şaylemez, exécutées à Paris le 9 janvier 2013, des milliers de personnes se sont rassemblées dans 26 villes allemandes, ainsi qu'à Stockholm, Copenhague, Oslo, Paris, Marseille, Vienne, Zurich, La Hague... Le 17 décembre, Ömer Güney, le tueur présumé, est mort en prison, un mois avant sa date de jugement. Le procès avait été reporté plusieurs fois alors que l'instruction été close depuis longtemps, et alors que l'état de santé de l'accusé risquait de mener à cette situation, à savoir qu'il n'y aura pas de procès parce que le seul accusé est mort. Les familles des trois femmes dénoncent la complicité de la justice française dans cette affaire. [ANF]

♦ **DÉPUTÉ.E.S SOLIDAIRES** : Le nombre de député.e.s de pays européens exprimant leur soutien aux député.e.s HDP continue à croître. 382 membres du Parlement européen ainsi que des parlementaires de différents pays européens ont rejoint la campagne « Député.e.s Solidaires », qui avait été créée lors de la levée de l'impunité parlementaire des député.e.s HDP et DBP en Turquie l'année dernière. [ANF]

♦ **VIGIE STRASBOURG** : Ce sont des femmes du Mouvement des Femmes Kurdes en Europe (TJK-E) qui ont pris en charge la 236ème semaine de la vigie pour Abdullah Öcalan à Strasbourg. Depuis juin 2012, cette vigie permanente se tient près de la Cour Européenne des Droits Humains et du Comité pour la Prévention de la Torture. [ANF]

GLOSSAIRE

KCK : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

KNK : le Congrès National du Kurdistan est une coalition d'organisations de la diaspora kurde exilée en Europe (femmes et hommes politiques, militant.e.s, avocat.e.s, intellectuel.le.s). Son siège est à Bruxelles et sa mission principale est le lobbying auprès de l'UE, l'ONU et les gouvernements.

BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

DTK : « le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « d'autonomie démocratique » en tant qu'organisation « faitière » confédérale.

TJA : Le Congrès des Femmes Libres (KJA) a changé de nom et désormais s'appelle Tewgera Jina Azadi (TJA), Mouvement des Femmes Libres.

DBP : Parti Démocratique des Régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti parlementaire. Le HDP est un front regroupant le DBP et de nombreuses orga-

nisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

GABB : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

HPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS (anciennement YDG-H) : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers.

YPS-Jin : Unités de Protection des Femmes.

ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

TEV-DEM : "Mouvement pour une société démocratique". Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « confédéralisme démocratique ».

PYD : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

Kongra Star (anciennement Yikitiya Star) : organe de coordination du mouvement des femmes au Rojava

YPG : Unités de Protection du Peuple. Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

Asayîş : C'est le mot kurde pour 'sécurité', ce sont les forces armées internes du Rojava.

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, proches des YPG/YPJ.

FDS : les Forces Démocratiques Syriennes

(désignées comme SDF ou QSD), fondées au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

CDS : Conseil Démocratique Syrien, organe politique des FDS.

CNK : regroupement de partis kurdes syriens, fondé à Erbil sous le parrainage de Massoud Barzani, en opposition au Conseil Nationale Syrien (principale formation de l'opposition en exil).

BAŞUR : 'Kurdistan en Irak'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, semi-autonome dans une partie du Başur depuis la 1^{ère} guerre du golfe, forte alliée des Etats-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

KDP ou PDK : Parti Démocratique du Kurdistan, présidé par Massoud Barzani, à la tête du GRK.

KDP-I ou PDK-I : Parti Démocratique du Kurdistan Iranien, proche du PDK de Barzani.

PUK : Union Patriotique du Kurdistan, détient le pouvoir dans une partie du GRK.

Goran : Parti Goran, souvent appelé Mouvement Goran ou Mouvement pour le Changement, c'est une mouvance politique qui s'appuie sur d'anciens cadres du PDK et du PUK sur la base d'un programme politique anti-corruption. Mouvement récent, il a gagné de nombreux sièges au parlement autonome du Başur.

YBŞ/YBJ : Unités Populaires de Shengal et Unités des Femmes de Shengal, combattant.e.s principalement Yézidi.e.s, formé.e.s par les YPG/YPJ.

ROJHILAT : 'Kurdistan en Iran'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien proche du PKK.

KDP-I : Parti Démocratique du Kurdistan Iranien.

Komala : Société des Travailleurs Révolutionnaires du Kurdistan Iranien, basé à Slemani.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

HBDH : Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples, confédération de forces armées

TIKKO : guérilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist (TKP/ML)

AKP : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)

MIT : Organisation du Renseignement National, ce sont les services secrets turcs.

MHP : Le Parti d'Action Nationaliste est un parti ultra-nationaliste, panturc et islamiste. Lié aux sombres Loups Gris et aux services secrets turcs (MIT).



**IMPRIMEZ LE PDF
DU NUMÉRO,
PHOTOCOPIEZ-LE
ET DISTRIBUEZ-LE
AUTOUR DE VOUS !!**

AGENDA

- ♦ **jeudi 19 janvier à 20h** — Grenoble — 37, rue Humbert II
Projection du film « Kurdistan, rêve de printemps » en présence du réalisateur Mikael Baudu.
- ♦ **jeudi 19 janvier à 18h** — Tours — 2 rue des Ursulines
Soirée projections de 3 films autour de la question « Où va la Turquie ? »
<http://kedistan.net>
- ♦ **samedi 21 janvier à 14h** — Marseille — Place Castellane
Manifestation « Vérité et justice pour Sakine, Rojbin et Leyla ».
- ♦ **mercredi 24 janvier à 13h** — Paris — mairie du 2^{ème} arrdt, salle Jean Dame
Rencontres « Paroles de femmes contre les féminicides ».
- ♦ **mercredi 1^{er} février à 20h30** — Paris — l'Alhambra
« Nuit kurde » avec Cigdem Aslan et Nishtiman Project "Kobanê"
<http://www.alhambra-paris.com/cigdem-aslan-nishtiman-project-kobane-lo1266.html>

OÙ TROUVER MERHABA HEVALNO

MARSEILLE :
Manifesten — 59, rue Thiers 13001 Marseille

LYON :
Librairie La Plume Noire — 8 rue Diderot 69001 Lyon
Librairie La Gryffe — 5 Rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon
Association Culturelle Mésopotamie Lyon — 11 rue Mazagran 69007 Lyon
Restaurant Üsküdar — 26 rue de Marseille, La Guillotière 69007 Lyon

TOULOUSE :
Librairie Terra Nova — 18 Rue Léon Gambetta, 31000 Toulouse

PLUS D'INFOS SUR INTERNET

Visitez les sites KEDISTAN.FR, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SUSAM-SOKAK.FR, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG, TWITTER.COM/INFO_ROJAVA, etc...

Et aussi en anglais...

KURDISHQUESTION.COM, ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM, DIHABER.ORG/EN, GAZETESUJIN.COM/EN, ANFENGLISH.COM, EN.HAWARNEWS.COM, etc...

Pour toutes infos, commentaires ou suggestions :

actukurdistan@riseup.net